T 2137 - 714 - 10,00 F
3792137010003 07140

ISSN 0026-9433

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°714 JEUDI 30 JUIN 1988 10,00 F

SYNDICATS

LA REDISTRIBUTION DES CARTES

MAI 68 EN CHINE

« Rebelles » et « conservateurs » pendant la Révolution culturelle.

PAGE 6

POLLUTION

Ordures sans frontières : l'art et la manière d'exporter les déchets.

PAGE 5

LOGEMENT

Les mal-logés occupent l'Office H.L.M. de Paris, soutenus par les riverains.

PAGE 12

communiqués

• **ARGENTEUIL**
Suite au décès de l'un de ses plus proches compagnons, Salvador Haro, le groupe Kropotkine a décidé de porter son nom. L'intitulé du groupe sera donc : groupe anarchiste communiste Salvador-Haro.

• **GRANVILLE**
Il est possible de contacter la liaison Granville, dans la Manche. Pour cela, écrire aux Relations intérieures, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront.

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — **PAGE 3, Social :** Le regroupement syndical, Amis lecteurs, Editorial — **PAGE 4, Luttes :** Quelle température ?, Les patrons amnistiés, Giotto et les sages-femmes, En bref — **PAGE 5, Société :** Incinération d'ordures en Lorraine, Stockage des déchets — **PAGE 6, Dossier :** Interview d'un ancien garde rouge — **PAGE 7, Dossier :** Interview de René Lefeuvre — **PAGE 8, Informations internationales :** Pologne, La confédération Z.Z.Z. — **PAGE 9, Informations internationales :** Pays-Bas, Espagne, Revue de presse — **PAGE 10, Expressions :** Art Cloche — **PAGE 11, Expressions :** Théâtre, Revue, Jour de fête à Bondy, Poésie, Programmes de Radio-Libertaire — **PAGE 12, Répression :** Mario Ines Torres, Nouvelles du front, Comité des mal-logés.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

éditions

• **AFFICHE**
Une nouvelle affiche vient d'être éditée, elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 2 F l'unité et de 0,80 F au-dessus de 50 exemplaires.

TRAVAILLEURS,

Une nouvelle fois vous venez d'accomplir votre devoir électoral et une nouvelle fois, en votant, vous avez écarté la possibilité de prendre directement en main votre destinée.

LES ELECTIONS PASSENT, LES PROBLÈMES RESTENT

La situation est grave, peu importe aujourd'hui le résultat des scrutins. La droite xénophobe et raciste est devenue une réalité majeure qui s'engraisse de jour en jour des calculs intéressés des politiciens de droite comme de gauche. Chose plus grave encore, aucune des forces politiques en présence n'est en mesure de proposer ou de vouloir une politique autre, capable de s'attaquer aux privilèges et aux inégalités croissantes de la société française. La situation est bloquée. Que le vote LE PEN ait pu être interprété comme un vote de " protestation " doit faire réfléchir tous les antifascistes sincères.

Dans ces conditions, continuer à laisser faire les politiciens de tous bords, penser qu'il est possible de faire barrage à l'extrême droite par des calculs électoraux, espérer voir combattre le chômage et la pauvreté par des hommes sans idées ni programme sont des choses qui peuvent désormais avoir des conséquences dramatiques pour tous.

NE PLUS LAISSER FAIRE

Cette situation ne doit plus durer ! Changer de personnel politique n'est cependant pas suffisant. Ce qu'il faut, ce sont des méthodes de lutte et des programmes nouveaux qui redonnent confiance à la majorité des gens sur la possibilité et la nécessité d'un changement social vers plus de justice et d'égalité. Il faut aujourd'hui se mobiliser pour se défendre, et lutter autour d'un programme clairement défini et avec des pratiques d'action directe qui ne se laissent pas berner par les illusions du parlementarisme.

— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LE RACISME SANS LA RECONNAISSANCE DE L'ÉGALITÉ DES DROITS, ENTIÈRE ET EFFECTIVE, ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS.
— PAS DE LUTTE EFFICACE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PAUVRETÉ SANS REMISE EN CAUSE DES PRIVILÈGES CAPITALISTES.
— PAS D'OUVERTURE VÉRITABLE DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE SANS L'ABANDON DE TOUTE POLITIQUE IMPÉRIALISTE OU COLONIALISTE DONT LES KANAKS SONT AUJOURD'HUI LES DERNIERS À FAIRE LES FRAIS.

Fédération anarchiste — 145, rue Amelot 75011 PARIS

• **ENVELOPPE**
Une nouvelle enveloppe (la quatrième), autocollante, blanche, de format ordinaire (163 x 115) sur Pierre Kropotkine vient d'être éditée. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de : 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 exemplaires, 1,00 F pour 50 exemplaires, 0,80 F pour 100 exemplaires, 0,50 F pour 500 exemplaires ; ainsi que 5,00 F pour la série des quatre enveloppes et 40,00 F la série par 10 exemplaires. D'autre part, je suis toujours à la recherche de dessins gravés de de même type, sur Malatesta, Durruti et l'Espagne de 1936, de la Commune de Paris, le pacifisme et le désarmement, Mai 68, le 1er-Mai 1886, etc.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

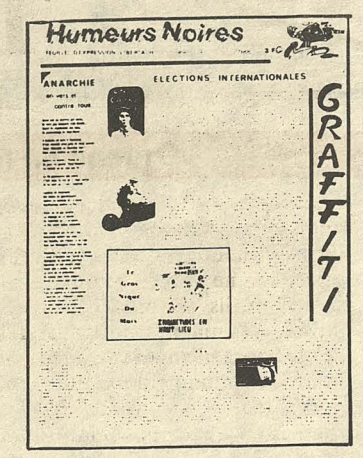
Aisne : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhône :** Marseille — **Charente-Maritime :** Marennes/Rochefort — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Bourgoin-Jallieu, Grenoble — **Loire :** Saint-Etienne — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Moselle :** Metz, Thionville — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Pas-de-Calais :** Boulogne — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Seine-Maritime :** Le Havre, Rouen — **Somme :** Amiens — **Var :** Groupe Région-toulonnaise — **Vendée :** La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers — **Yonne :** Auxerre.

• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — **Alpes-Maritimes :** Nice, Grasse — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** Liaison des Ardennes — **Aveyron :** Sainte-Affrique, Millau — **Charente :** Angoulême — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Pontarlier — **Eure :** Evreux — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Béziers — **Jura :** liaison Jura — **Loir-et-Cher :** Blois — **Loire-Atlantique :** Nantes, Saint-Nazaire — **Morbihan :** Lorient — **Nord :** Douai — **Pyrénées-Atlantiques :** Pau — **Bas-Rhin :** Scherwiller, Ingwiller — **Haute-Saône :** liaison de la Haute-Saône — **Savoie :** Chambéry — **Haute-Savoie :** Annecy — **Tarn :** liaison Tarn — **Tarn et Garonne :** Montauban — **Var :** Hyères, La Seyne-sur-Mer — **Vosges :** Saint-Dié, liaison des Vosges.

éditions

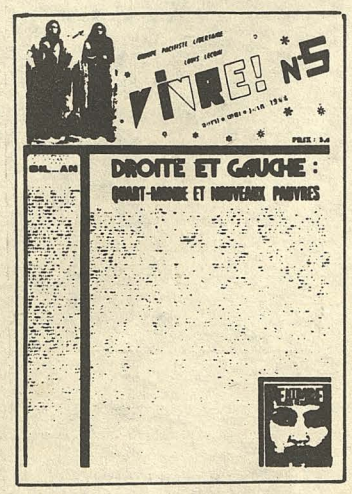
• **FEUILLE**
La feuille « Graffiti » du groupe « Humeurs Noires » vient de paraître. Ce numéro 4 est disponible au prix de 3 F. L'abonnement est de 30 F pour une année.



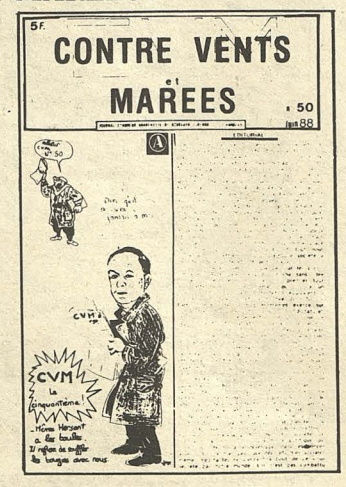
• **« LE FARFADET »**
La revue « Le Farfadet » du groupe de Nantes vient de sortir son numéro 4. Il est possible de l'obtenir contre 3 F.

• **BROCHURE**
Cette brochure sur le logement s'inscrit dans une série de publications du groupe Flores-Magón sur le thème du logement : « Les locataires et la loi Méhaignerie » (épuisée) ; « Rénovation et réhabilitation » ; « Les libertaires et le logement ». Cette dernière brochure est une rapide présentation des contributions libertaires aux luttes pour le logement (disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F).

• **« VIVRE »**
« Vivre » n° 5, le micro-journal trimestriel du groupe Louis-Lecoin de Melun, est désormais disponible. Vendu 3 F, on peut s'y abonner : 1 an, 20 F ; abonnement de soutien 50 F ; abonnement de propagande (5 exemplaires) 100 F. Les chèques sont à adresser à l'ordre de « Groupe Louis-Lecoin association », et à envoyer à : Groupe Louis-Lecoin / U.P. 77, B.P. 123, 77194 Dammarie-les-Lys cedex.



• **« CONTRE VENTS ET MARÉES »**
Le numéro 50 de « Contre vents et Marées », journal d'humeur anarchiste de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Chambéry, vient de sortir. Il est possible de se le procurer en écrivant à : « Contre-Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (le prix est de 5 F le numéro et de 50 F l'abonnement pour un an).



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

DÉCOMPOSITION-RECOMPOSITION

Le syndicalisme dans tous ses états

LES appareils des grandes confédérations syndicales sont tous plus ou moins agités de soubresauts qui ne devraient guère se ralentir avec la nouvelle situation politique. Sur fond d'une crise de la syndicalisation qui ne trouve toujours pas sa solution, ils se disputent le droit de diriger les maigres troupes restantes et se chamaillent autour de la question des champs de syndicalisation respectifs en parlant de cette fameuse « recomposition » syndicale.

Les raisons d'une recomposition

Les projets ont plusieurs raisons. La plus profonde est le souci qui a toujours existé au Parti socialiste, ou du moins dans une fraction de celui-ci, de disposer d'une sorte de « liaison priviligiée » pour ne pas dire « courroie de transmission » dans le domaine syndical, à l'instar de ses grand-frères allemand, scandinave ou anglais.

Ce genre de projet remonte donc naturellement à la surface chaque fois qu'apparaît une opportunité. La principale aujourd'hui réside dans le recul de la C.G.T., ce qui peut laisser augurer qu'une organisation se situant dans l'orbite socialiste, sur les décombres des syndicats classés dans la gauche non communiste, puisse s'assurer le leadership de la classe ouvrière.

La F.E.N. joue le rôle de vecteur de ces ambitions parce qu'elle se trouve à la croisée des chemins et est obligée de s'interroger sur l'extension de son champ de syndicalisation, pour une simple question de survie. Trois événements majeurs de ces dernières années ont déclenché cette réflexion :

• La création de syndicats F.O. dans l'enseignement remettait en cause le « Yalta syndical » de 1968, qui laissait à la F.E.N. le monopole de la présence dans l'Education nationale. Elle se satisfaisait de disputer ses positions à un S.G.E.N.-C.F.D.T. minoritaire et à des syndicats de droite groupusculaires, mais l'apparition de F.O. sur le terrain risquait d'entraîner de nombreuses troupes (ce qui n'a pas été le cas) et surtout de susciter une décision similaire de la C.G.T. Celle-ci ne s'est d'ailleurs pas fait faute d'agiter l'épouvantail de la scission devant les socialistes majoritaires de la F.E.N.

• La loi de décentralisation de 1962 a mis sous la responsabilité des collectivités territoriales des personnels que la F.E.N. syndiquait jusqu'alors (personnels des rectorats, de l'inspection académique, bibliothécaires, etc.). Ou lorsqu'elle continue à les syndiquer, elle a été amenée à se poser la question suivante : pourquoi ne pas syndiquer aussi les personnels similaires de toutes les collectivités territoriales ?

• La loi Monory de 1986, en programmant la disparition du P.E.G.C., remet en cause un partage des champs de syndicalisation internes à la F.E.N. et qui favorisait le S.N.I. au détriment du S.N.E.S., à majorité Unité et Action animé par des communistes. Pour ne pas voir croître l'influence de ces derniers dans la F.E.N., il fallait bouger, et vite.

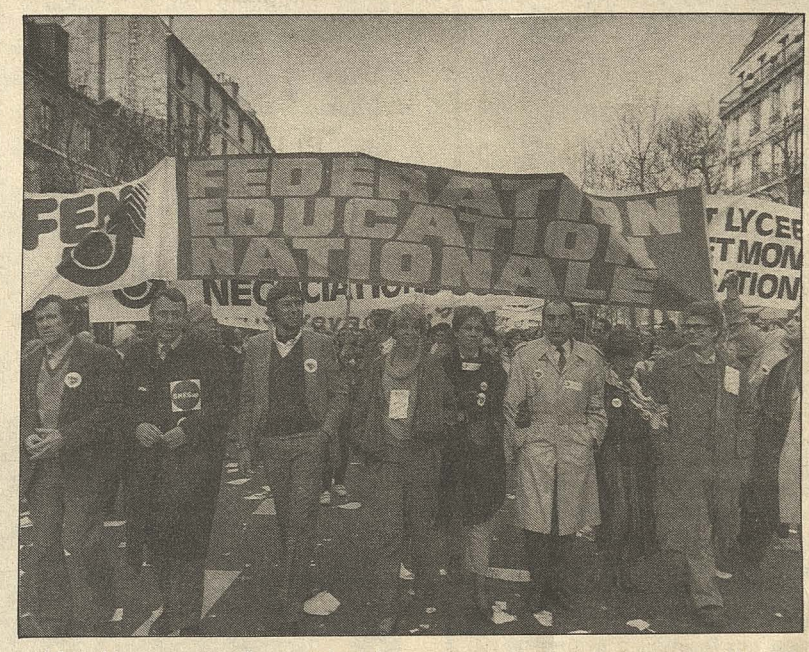
Face à une telle situation qui peut parfaitement conduire à terme à un affaiblissement considérable de la F.E.N., l'affirmation d'un souci unitaire n'est qu'un excellent alibi pour entamer un processus de recomposition avec des syndicats autonomes tout disposés eux aussi à sortir de leur ghetto (principalement Police et Impôts), sans pour autant quitter le cadre très corporatiste de la Fonction publique d'Etat et territoriale.

Parce ce qu'il est avant tout une opération politique mise en œuvre par des socialistes, ce projet n'a de sens que s'il permet la création d'une confédération qui acquiert aussitôt le rang incontesté de première organisation syndicale devant la C.G.T. D'où les appels du pied insistants en direction de F.O. et de la C.F.D.T.

Recomposition et successions

Dure époque pour les secrétaires généraux ! Ceux des trois grandes confédérations doivent laisser la place dans le courant de l'année, ou préparer leur succession tout au moins de ce délai. Et on aurait tort de croire que ces désignations se préparent uniquement en fonction des mérites respectifs des candidats potentiels ! S'étonnera-t-on que l'attitude à adopter à l'égard de cette fameuse recomposition fasse partie des préoccupations qui pèsent sur les processus enclenchés pour la désignation de ces personnages, qui occupent généralement ce genre de fonction jusqu'à leur départ à la retraite.

A F.O., deux candidats se sont mis sur les rangs et l'enjeu qui entoure ce duel est un secret de polichinelle. Entre Blondel, qualifié de « moderniste », et Pitous qui incarne la tradition comme l'aime Bergeron, ce dernier ne fait pas mystère de ses préférences. Même s'il déclare refuser d'user de sa position personnelle pour peser dans le choix de l'organisation, on sait que la bataille fait rage des deux côtés pour barrer la route à l'adversaire. Certains ne se privent pas de mettre dans la balance la propension de Blondel à faire trop bon marché de la tradition d'indépendance à l'égard des partis politiques, et on sait de quel



poids pèse ce genre de question à F.O. !

Dès lors, il ne serait pas exagéré de dire que Blondel représente la tendance la plus ouverte à une idée de recomposition syndicale, tandis que Pitous rassemble les opposants à l'aventure proposée par la F.E.N., et notamment ceux qui l'ont récemment quittée dans l'enseignement.

A chacun ses méthodes et ses traditions. Côté C.F.D.T., la bataille de succession a fait naître bien plus de candidatures, mais on a préféré éviter la cacophonie au prochain congrès confédéral en entérinant un choix préalable au bureau national. Il est vrai qu'avec les 25 à 30% que représentent les diverses oppositions sur l'aile gauche, on courait le risque de laisser les affreux « gauchistes » arbitrer la bataille : ça ferait plutôt désordre...

Là, il semble bien qu'avec le choix de Kaspar, la route soit bien balisée à l'avance. Les tentatives de s'aligner dans la course à la recomposition en sautant dans le train de la F.E.N. pour laisser le wagon F.O. à quai ont fait long feu. Les « modernistes », qui pouvaient être tentés par l'aventure et qui ont commis l'imprudence d'en défendre le principe dans les instances confédérales, ont été purement et simplement balayés comme à la fédération des P.T.T.

Mais qu'on ne se fasse pas d'illusions ! Les raisons du rejet de cette hypothèse par la C.F.D.T. ne sont pas à rechercher dans le souci de maintenir bien haut le principe de l'autonomie du syndicalisme. Elles tiennent surtout à la volonté d'engager une recomposition plus large, qui ne se limite pas à la Fonction publique pour ne pas encourager la dualité public/privé, qui ne s'arrête pas aux organisations classées à gauche mais élargisse ses avances à la C.G.L., la C.P.T.C. et d'autres organisations autonomes comme celles des transports (R.A.T.P., S.N.C.F.), et surtout qui se fasse sur la base de l'adaptation du syndicalisme que la C.F.D.T. ne cesse d'approfondir... Charmant programme !

Le projet de la F.E.N., tout comme celui de la C.F.D.T., renvoie à un vieux débat dans le syndicalisme, débat qui ne peut que rebondir dans les périodes de faible syndicalisation.

L'enjeu !

Depuis un siècle, deux traditions s'affrontent en Europe et dans le monde : d'un côté des syndicats qui comptent sur leur seule force d'attraction, en tant que force collective organisée pour la lutte, pour rassembler des travailleurs qui viennent alors au syndicat en accomplissant un acte libre et conscient ; de l'autre des syndicats qui offrent à leurs adhérents toute une panoplie de services et de garanties, dont le salarié perd l'usage en perdant la qualité d'adhérent (depuis la garantie de l'emploi jusqu'à l'accès aux mutuelles, centres de vacances, centrales d'achat...). Le lien qui maintient l'adhérent dans le syndicat est alors comparable à celui qui unit l'automobiliste à la compagnie d'assurances : s'il la quitte, il devra impérativement en trouver une autre !

On comprend l'intérêt que suscite ce genre de modèle qui, rappelons-le au passage, supporte assez mal le système du pluralisme syndical et s'épanouit généralement dans une situation de monopole absolu. Le syndicat dispose alors de la meilleure garantie possible pour la rentrée régulière des cotisations, et peut envisager sérieusement son avenir matériel.

Evidemment, ces masses de syndiqués ne font pas forcément des forces vives pour mener la bataille contre le patronat et l'Etat. Alors que les syndicats de l'autre type courent sans cesse après l'équilibre de leurs finances, mais disposent d'une capacité de mobilisation et d'un capital de sympathie largement supérieurs au nombre de leurs cotisants.

Beaucoup de bureaucrates syndicaux sont alors tentés, en un temps de vaches maigres, de recourir à la bonne vieille recette : puisque les salariés ne sont plus assez nombreux à trouver une quelconque utilité à être syndiqués, cherchons les moyens de les attirer et de leur proposer des contreparties suffisantes pour que le paiement des cotisations ressemble à un investissement rentable.

Le type de syndicalisme développé par la F.E.N. n'est pas très éloigné de ce principe, même s'il trouve ses limites dans l'environnement syndical pluraliste qui lui interdit certains débordements : elle gère bien toutes les œuvres sociales et para-sociales des enseignants, mais elle ne peut pas en réserver l'accès à ses seuls adhérents.

Quant aux différentes confédérations, elles ne se privent pas de développer une logique similaire dans certains secteurs où les adhérents sont « tenus », grâce à une haute main syndicale sur les déroulements de carrière individualisés et l'obtention d'un certain nombre d'avantages et de passe-droits. Le patronat a appris très tôt à favoriser l'implantation d'un syndicat « sage » pour contrer la progression d'un possible mouvement revendicatif.

Trouvons-nous quand même des raisons d'espérer : les divers partisans du syndicalisme de services en France sont encore trop opposés entre eux pour se mettre d'accord, et constituer ce monstre syndical qui ne pourrait avoir pour rôle que d'étrangler toute velléité de lutte.

Mais ce simple constat est insuffisant. Pour empêcher une telle évolution, il n'y a pas de meilleure solution que l'accentuation de la poussée revendicative, à la base et partout. Pour sonner le glas de leurs prétentions à domestiquer la classe ouvrière.

LEGRAND

Amis lecteurs

Comme chaque année, le *Monde libertaire* cesse de paraître début juillet, et ce jusqu'en septembre. Le n° 715 de la semaine prochaine, qui fera seize pages, sera mis en vente exceptionnellement au prix de 12 francs. Il sera disponible dans tous les points de vente habituels (kiosques, librairies, gares) ainsi que dans les stations estivales les plus importantes.

Le tirage sera bien sûr en augmentation (environ 40 000 exemplaires) et devrait permettre à de nombreux lecteurs potentiels de trouver tout l'été un journal au ton radicalement différent de ce que l'on peut généralement lire au soleil... Alors, nè bronzez pas bêtement ! Rechargez vos batteries avec le *Monde libertaire* spécial été et faites-le découvrir à vos ami(e)s.

Pour être sûr de le trouver dès le 7 juillet, vous pouvez le réserver dès à présent chez votre fournisseur habituel. N'hésitez pas à insister lourdement s'il est épuisé, car dans certains points de vente les gérants ne se donnent pas la peine de faire des réassortiments. Grâce à vous, ils pourront ainsi être réapprovisionnés tout l'été.

Enfin, le *Monde libertaire* sera en vente dans notre librairie au 145, rue Amelot à Paris (11e). Si vous êtes perdu sur un îlot polynésien ou dans le maquis corse, il suffit de nous envoyer votre adresse, vos coordonnées et 16 francs en timbres-poste. Le *Monde libertaire* spécial été vous sera acheminé par les moyens appropriés jusqu'à la boîte postale la plus proche ! Pour les autres, qui sont hélas les plus nombreux, et qui ne quitteront pas leur cité ou leur campagne, qu'ils n'hésitent pas à passer nous voir à cette même adresse (1) ou aux permanences des groupes locaux de la Fédération anarchiste dans toute la France.

Les administrateurs

A compter du 1er juillet et jusqu'au 31 août 1988, les horaires d'été de la librairie du Monde libertaire seront : du mardi au samedi (de 10 h à 19 h 30 et fermeture du dimanche au mardi).

Editorial

LA semaine dernière, certains catholiques libéraux ont été troublés par la visite du pape en Autriche et par sa rencontre avec Kurt Waldheim. Le trouble est à la mode — surtout dans les milieux politiques français — et n'engage à rien. Cela soulage momentanément des consciences qui en ont vu d'autres et qui en verront bien plus. Le trouble, donc, s'exporte... et des individus s'étonnent que Jean-Paul II fréquente un ancien (!) nazi et, néanmoins, président de la très démocratique Autriche, élu confortablement et en toute connaissance de cause par 54% des citoyens de ce pays.

Mais l'Eglise autrichienne regroupe 85% de la population et, en cette période de crise de la foi, le pape ne peut se permettre de négliger l'une quelconque de ses brebis. D'ailleurs l'Eglise ne fut pas sans responsabilité dans la montée du nazisme, en Allemagne, en Autriche ou au Vatican. Les uns et les autres se sont donc absous au-dessus des charniers et le pape a pu « rappeler » sans sourire « la grande épreuve et la cruelle tyrannie dont l'Autriche, comme d'autres nations a eu à souffrir dans un passé récent ». Mensonge, foutaise... 99,75% des Autrichiens ont approuvé l'Anschluss et le rattachement au IIIe Reich. Combien de Français, d'ailleurs, soutenaient Pétain en 1942 ? Quarante, cinquante ou soixante pour cent ?

L'Histoire passe et bégaye : le capitalisme international a eu besoin du fascisme dans les années trente pour s'opposer au bolchevisme et à la révolution en Europe. Quelques années plus tard, il a récupéré les nazis défaits pour les embrigader dans sa lutte contre le communisme. L'Eglise compromise, comme d'habitude, avec tout le monde a béni ce mariage de raison. Pourquoi être surpris ? « Les Eglises — toutes les Eglises — ont toujours été associées aux autorités — à toutes les autorités. Le prêtre n'est-il pas le complice du seigneur, du riche, du guerrier ? » (André Lorulot).

SYNDICATS

Quelle température ?

SI la S.N.E.C.M.A., ou plutôt les travailleurs qui avaient avancé la revendication des 1 500 F mensuels, marque le pas et s'achemine vers une « non-fin » de grève, où est-on d'autre part ?

Jeudi dernier, la C.G.T. a organisé dans toute la France rassemblements et manifestations pour la réintégration des syndicalistes, les « oubliés de l'amnistie » (1). Une journée nationale d'action aura lieu le 5 juillet, jour où les députés discuteront du projet de loi d'amnistie.

Mais la semaine dernière c'était aussi la journée nationale d'action des « Michelin », avec une manifestation à Clermond-Ferrand, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. C'était la grève des employés des sociétés de Bourse, à Paris, déclenchée par les syndicats C.F.D.T., S.P.I.-autonomes, C.G.T., C.G.C., F.O. et C.F.T.C., pour l'intégration d'une prime dans les salaires fixes.

Ça remue !

De même, à la Thomson-C.S.F., à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), ça se remue aussi, et ça riposte contre les licenciements (73) par des débrayages. Une pétition, à l'initiative de la C.G.T., exige : « *l'arrêt de toute procédure de licenciement et le maintien du potentiel humain à Boulogne* ».

Mais des conflits susceptibles de prendre plus d'ampleur, à l'échelon régional, voire national ? Sur le conflit de Michelin un quotidien national a pu titrer « *Baroud d'honneur des " Bibs " en attendant l'automne* ». Ce que les travailleurs de la S.N.E.C.M.A. (2) n'ont pour l'instant pas vraiment réussi à faire, c'est-à-dire passer à la vitesse supérieure, à Clermont-Ferrand on semble confiant. Bien que comme dans la région parisienne des « actions de harcèlement » aient remplacé la grève.

Les syndicats semblent avoir unanimement décidé de boucler l'avant-vacances avec comme point fort une manifestation au même moment que l'assemblée générale des actionnaires de Michelin à Clermont-Ferrand. Paraît même que juillet verrait une « action spectaculaire » et que l'automne sera chaud. A suivre ?

On a tout de même l'impression, même si cela ne nous fait pas plaisir, que les luttes s'essouflent. Aux houillères de Provence, les mineurs sauront-ils réussir là où les mineurs anglais ont été mis à genoux ? La direction des charbonnages refuse de négocier, jugeant les revendications ouvrières démesurées et considérant que « *la baisse des prix du charbon conduit à une aggravation préoccupante de la situation financière de l'entreprise* ». Pourtant, la C.G.T. est « *prête à négocier à quelque niveau que se soit, à tout moment et n'importe où* », par la voix de François Duteil, secrétaire confédéral de la C.G.T. Une prime de 1 500 F pour le rattrapage du pouvoir d'achat en 1987, un salaire de 6 500 F minimum pour le jour, de 7 800 F pour le fond, cela semble trop pour le patronat du charbon... La mobilisation existe en Provence, la solidarité s'organise, des femmes de grévistes en sont à plus de 15 jours de grève de la faim. Mais tout n'est-il pas bloqué autre part sur le plan politique ?

La division syndicale

« *C'est carrément surréaliste, mais ce n'est pas grave. Les syndicats n'ont pas la partie facile dans cette histoire, ils doivent, malgré leur division, gérer ce conflit, déterminant pour l'avenir des chantiers* ». Ces propos d'un métallurgiste de Saint-Nazaire, rapportés par *Libération*, commentent la désunion syndicale dans le soutien à la grève des 3 000 métallurgistes du chantier naval. La direction a présenté un plan de reconversion au début du mois, celui-ci a été fermement repoussé. Du fait des antagonismes entre la C.F.D.T. et la C.G.T., la coordination se fait principalement par l'assemblée générale quotidienne où plus de 2 000 personnes assistent.

Echec d'une réunion syndicats, pouvoirs publics et direction, d'hypothétiques réunions du comité d'entreprise... tout cela ne laisse pas entrevoir une solution au conflit. La relative marginalisation des syndicats laissera-t-elle la place aux décisions prises en assemblée générale ?

Quand on « examine » toutes les luttes qui se déroulent encore en cette période avant les vacances, on a plus l'impression de poches de résistance que d'un élan de toute la classe ouvrière... Sans être pessimiste ou philosopher sur les conséquences de la désunion syndicale, il faut garder les yeux ouverts et voir les intérêts globaux de la classe ouvrière. A long terme, et pas seulement pour redorer le blason d'un parti ou d'un autre !

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) A Billancourt, place Nationale, devant l'usine Renault, un rassemblement de plus de 1 000 personnes. A Paris, une manifestation de la C.G.T. Livre (Filpac) rappelait que le projet d'amnistie, s'il n'était pas amendé ne pourrait profiter qu'au patronat.

(2) Syndicats coordonnés au sein des comités de grève, assemblées générales, extension du conflit, tout était là. Qui a politiquement freiné ?, les difficultés quotidiennes ont-elles pris le dessus ? Chacun a son explication...

AMNISTIE SOCIALE

« Dieu » nous pardonne !

L'élection du président de la République sert au moins à une chose, elle est l'occasion pour le nouvel élu de faire œuvre de clémence avec la loi sur l'amnistie. Vieil archaïsme féodal, qui veut que le bon père du peuple (ou plutôt « Dieu », c'est après « Tonton » le nouveau sobriquet de Mitterrand) accorde quelques bontés au bas peuple.

Dans son volet social, le projet de loi d'amnistie prévoit diverses mesures concernant les infractions et sanctions commises ou subies avant le 22 mai dernier.

Du côté employeurs, ils seront plus nombreux, cette année, à bénéficier des mesures d'amnistie que lors des précédentes élections en 1981. Il y aura deux niveaux de « péchés » ! Primo, pour les patrons qui se sont vu infliger une sanction pour le refus d'un minimum d'expression syndicale, exemple : droit d'affichage, non respect du règlement intérieur, etc. Secundo, l'amnistie sera étendue aux patrons qui n'auront pas respecté la législation sur la durée du travail et les salaires, notamment le paiement du S.M.I.C.

Dans tous les cas, les chefs d'entreprise devront avoir payé leurs amendes pour être amnistiés (encore heureux !)... En attendant le prochain septennat ! Les patrons condamnés à des peines de prison ne seront pas amnistiés.

Pour ce qui est des salariés ou des délégués syndicaux, l'amnistie sera « totale » y compris pour les sanctions disciplinaires. Un syndicaliste condamné pour « fait de grève », séquestration ou autres occupations de locaux administratifs sera amnistié. Evidemment, s'il a piqué dans la caisse d'un C.E. (par exemple) il ne le sera pas (paroles d'évangiles) !

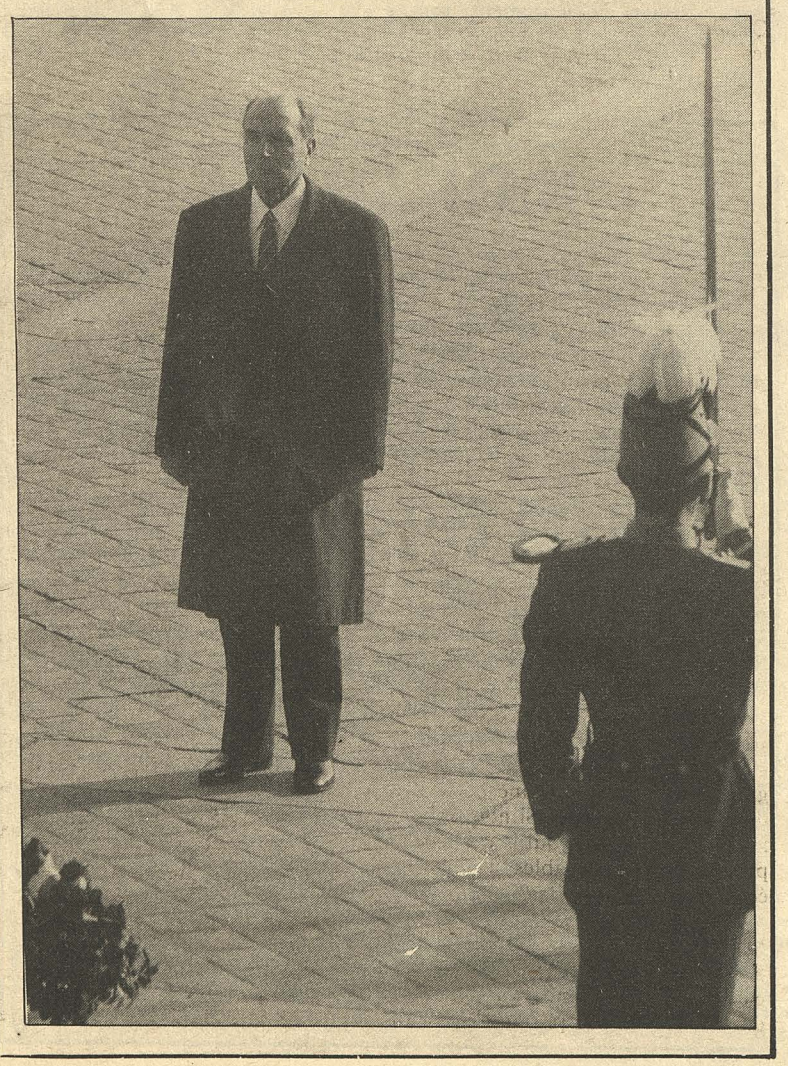
Attention ! Amnistie mais pas de réintégration dans l'entreprise. A l'inverse du projet de loi précédent la réintégration d'un délégué licencié et amnistié n'est pas envisagée. Les salariés concernés n'auront qu'à remercier « Dieu » ! « Chômeur-amnistié » c'est toujours mieux que « Chômeur sans emploi »... Pauvres pécheurs, priez pour eux !

Les réactions des confédérations syndicales sont à tendance anticléricale ! Henri Krasucki, pour la C.G.T., n'est pas satisfait du projet de loi, « *il ne prévoit*, selon lui, *aucunement la réparation de ces sanctions et notamment la plus importante : la réintégration des travailleurs et syndicalistes licencés sous ces prétextes* ».

La C.F.D.T., très sensible au droit syndical, mais pas hostile à Dieu et à ses saints (patrons !) va certainement trouver l'hostie un peu dure à avaler à propos des amnisties patronales... (encore que ! il faudra vérifier !).

Reste maintenant aux apôtres du Parlement à décider. Ce devrait être fait avant la fin de la session prévue début juillet. Amen !

Alain PARDONABLE



Les sages-femmes en colère

GIOTTO, c'est à cause de lui que les sages-femmes de l'Assistance publique de Paris et de la région parisienne ont fait grève. Giotto n'est pas peintre, c'est une pointeuse ! Giotto : Gestion informatique pour l'organisation du temps de travail optimum. Il permet aux directions hospitalières d'enregistrer les heures de présence et de planifier le personnel. Seul petit problème : l'emploi du temps et l'organisation du travail des sages-femmes se prête mal à ce genre de contrôle ! D'autant qu'elles peuvent tout à fait s'en passer : intervenant et s'adaptant aux Urgences, elles assurent des permanences la nuit, le week-end. Elles n'ont pas besoin d'une pointeuse pour savoir ce qu'elles ont à faire. « *Avant de gérer les horaires, gérons plutôt les problèmes de personnels déjà existants* », répondent les sages-femmes de l'hôpital Louis-Mourier à Colombes.

Plusieurs dizaines d'entre elles attendent en vain leur titularisation. Au centre hospitalier de Montreuil, elles ont menacé la direction de prolonger le mouvement de grève commencé à Colombes, si elles n'obtenaient pas les remplacements de personnels nécessaires au bon fonctionnement de la maternité. Il y a des problèmes de personnel, mais aussi de statut. L'horizon de 1992 les inquiète : leur métier est une spécialité française, les sages-femmes n'existent pas chez nos voisins européens. La France est aussi le pays où « *le taux de mortalité infantile est le plus bas* », reconnait un médecin chef. Assimilées aux professions médicales, les sages-femmes peuvent prescrire... mais n'en ont ni le statut, ni les droits, ni surtout les salaires. Vacataires, elles touchent 40 francs à temps plein de l'heure, congès payés compris. Titulaires, elles perçoivent de 6 500 F à 9 000 F seulement, alors que leur qualification est d'un niveau Bac (plus cinq ans d'études).

Il n'en fallait pas plus pour que toutes ces difficultés ressurgissent avec la mise en place du « Giotto ». Après dix jours de grève à Colombes, avec le soutien des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et l'appui des sages-femmes de la région parisienne, elles ont obtenu staisfaction : retrait du Giotto, titularisations des vacataires dès octobre prochain et paiement des jours de grève. Enfin les métiers heureux ont une histoire.

A. D.

en bref...en bref...

• Un an et demi après la mort de Viviane Borderie, tuée à la gare d'Evry Courcouronnes lors d'un contrôle S.N.C.F., non lieu prononcé par la nom lieu prononcé par la justice française dans cette affaire. Les avocats de la famille de Viviane vont faire appel de cette décision scandaleuse qui malheureusement n'est pas pour nous étonner. Pour tout soutien : Comité pour la vérité sur la mort de Viviane Borderie, 1, rue Cabanis, 75014 Paris.

• Le n° 40 d'« Article 31 », mine d'informations sur l'extrême droite, est paru. Au sommaire : dans l'intimité politique de Le Pen par Alain Rollat ; l'Association professionnelle des magistrats, par François Moreau ; tout est dans tout, par Claude Dimenstein (à propos des liens entre l'ésotérisme néo-nazi et divers secteurs de l'extrême droite) ; faiblesses de l'antiracisme, force des militants, par François Moreau ; tassement ou la tasse ?, par Marcel Durand (à propos du F.N.).

TRAFIC DE DÉCHETS

C'est peut-être gagné !

CONNAISSEZ-VOUS Grosbliederstroff ? Comme son nom ne l'indique pas, c'est une petite ville française, au bord de la Sarre, qui fait frontière avec sa cousine Kleinblittersdorf, située de l'autre côté de la rivière en République fédérale allemande.

La fierté de Grosblie

Grosblie, comme disent les intimes, était fière de sa centrale thermique qui faisait vivre 500 familles et qui fonctionnait avec du charbon produit dans le bassin houiller, à quelques kilomètres de ses imposantes cheminées, qu'on disait être les plus hautes d'Europe.

Mais les plus beaux rêves ont une fin. En mars 1987, les H.B.L. (Houillières du Bassin-de-Lorraine) décident de fermer l'usine après 33 ans de bons et loyaux services. La logique économique a ses exigences : pourquoi produire encore de l'électricité avec du charbon, quand on ne sait que faire avec notre surplus d'énergie nucléaire ? Il faut bien que Cattenon produise ses mégawatts radioactifs, même si les mineurs, « ces gens du passé », ne sont pas d'accord... Pas une minute à perdre, fermons les puits, fermons Grosblie, adieu le bassin houiller !

Les « atouts » lorrains

Mais voyons, croyez-vous que les technocrates parisiens, les industriels locaux, les financiers de grande volée soient des gens sans cœur et sans pitié, qu'ils laisseront mourir de faim ces braves Mosellans, travailleurs dociles et efficaces ? Si vous le pensez, vous vous trompez car ils ont trouvé la solution pour sauver la Lorraine : jouer à fond la carte des ordures ménagères et industrielles. Un projet ambitieux, pour une région en déconfiture économique, quelle aubaine !

Centrale nucléaire de Cattenon.

Les atouts lorrains sont évidents : le Land allemand de Sarre exporte chaque année 250 000 tonnes d'ordures ménagères sur les décharges mosellanes de Téting-sur-Nicol et d'Aboncourt. N'a-t-on pas trouvé, sur cette dernière décharge, des déchets provenant des hôpitaux de Munich et même des fûts de cyanure de potassium ?

La télévision sarroise s'est même faite l'écho d'un possible mélange d'ordures ménagère et industrielle, destiné à l'exportation vers la France. Selon M. Christian Fouquet, responsable écologiste à Aboncourt, certains déchargements se feraient de nuit et les camions seraient précédés de voitures particulières, chargées de surveiller les lieux et d'empêcher les regards indiscrets de s'approcher.

Faire de la Lorraine une plaque tournante du trafic des déchets, voila l'objectif économique de la prochaine décennie. La législation française est d'une permissivité tellement plus sympathique que la législation allemande...

Mais la multiplication des décharges ne saurait être une solution d'avenir. Il faut se tourner vers une incinération des détritus, prévue à l'échelle de l'Europe de 1992, celle de la libre circulation des marchandises. Ainsi parle le grand capital multinational...

Mais revenons à notre village de Grosblie. La direction des H.B.L., propriétaire du site de l'ancienne centrale thermique décide de confier la construction et l'exploitation d'une énorme usine d'incinération à la société E.S.Y.S., filiale d'E.L.F.-Aquitaine. Cette usine traiterait 450 000 tonnes d'ordures par an, dont les neuf dixièmes viendraient d'Allemagne.

Un dossier qui sent mauvais

Le conseil municipal de Grosblie, au départ intéressé par les 80 emplois prévus, étudie le dossier présenté par E.S.Y.S. Les élus croient rêver en regardant les chiffres des rejets atmosphériques prévus : au total 1 177 tonnes de produits toxiques, dont 152 tonnes de poussières, 2 485 kg et 585 kg de mercure et de cadmium.

Le conseil municipal se prononce contre le projet et le fait savoir à monsieur le préfet. L'enquête publique est ouverte, les habitants se mobilisent pour signifier leur hostilité. Pour la première fois en France, le syndicat des médecins de la Moselle prend position contre l'usine d'incinération, qu'il considère comme une menace pour la santé de la population vivant dans une région déjà surindustrialisée.

Le 11 juin, une manifestation regroupe 12 000 Allemands et Français. Pour une fois, les Français se mobilisent efficacement. Les bus organisent le transport des manifestants. Les cloches des églises environnantes sonnent le glas. Toute la région se mobilise, y compris les élus locaux. Les enfants des écoles chantent à la tribune. Le maire de Grosblie, avec son fort accent lorrain, lance un violent réquisitoire contre ce qu'il appelle la « maffia des ordures ». Le clergé se mobilise. J'ai même vu trois religieuses d'un âge très respectable, marcher sous la banderole de « Moselle-Ecologie ». C'est peut-être gagné...

Philippe LEICD

POLLUTION

Les fruits du capitalisme (suite)

UN dépôt clandestin de 1 200 tonnes de résidus chimiques, qui viendraient d'Italie, a été découvert près du port de Koko au Nigéria... Le consul norvégien en poste à Conakry, et plusieurs cadres du ministère du commerce guinéen, sont accusés de complicité dans une affaire de milliers de fûts de déchets toxiques retrouvés sur l'île de Kassa... Le ministère de la Santé libanais a demandé que 2 400 tonnes de résidus chimiques, déposés depuis septembre 1987, dans le nord de Beyrouth, soient enlevés par les soins des pays d'origine... Toujours à Beyrouth, mais cette fois sur les plages au sud de la ville, des milliers de poulets avariés, déversés par un bateau inconnu, ont été découverts... Le *Khian Sea*, chargé de 10 000 tonnes de cendres d'incinération d'ordures ménagères provenant de Philadelphie (Etats-Unis), sillonne les mers depuis le 31 août 1986, à la recherche d'un acheteur ; aux dernières nouvelles, il ferait route vers l'Afrique... Une société néerlandaise devrait bientôt procéder à l'incinération, dans les eaux internationales de la mer du Nord, de 1 800 tonnes de déchets chlorés, en provenance du port espagnol de Santander...

La semaine dernière, quelques maigres informations recueillies ici et là nous avaient montré comment des industriels essayaient de se débarrasser de déchets toxiques en les exportant vers des pays dits du « tiers monde » (1). Les nouvelles informations qui nous sont parvenues depuis nous montrent que ce genre de trafic est assez étendu. Aussi devons-nous craindre « le pire » pour les années à venir, en ce qui concerne les pollutions, si rien ne vient y mettre un terme.

Pouvoirs économiques et politiques

Aujourd'hui l'évolution technologique est arrivée à un niveau où l'espèce humaine fabrique et utilise des outils, des produits, dont certains sont extrêmement nocifs pour elle-même et son environnement. D'autre part, les industries, qu'elles soient de propriété privée ou d'Etat, sont gérées pour être économiquement rentables. L'organisation de notre société est telle, que la recherche de bénéfices toujours plus importants est le principal objectif des classes dirigeantes. Rien d'étonnant donc si nous assistons à ces tentatives qui consistent à se débarrasser, aux moindres frais possibles, des déchets toxiques.

D'autant que les exportations permettraient de « geler » les projets de stockages écologiquement contestés (2). Si les parlementaires européens ont voté, le 20 mai dernier à Strasbourg, une résolution demandant à la C.E.E. d'interdire l'expropriation de déchets lorsque la transaction ne présente pas toutes les garanties, n'est-ce pas dans l'objectif de se donner une « bonne conscience » vis-à-vis de leurs électeurs, mais aussi de reconnaître et d'autoriser implicitement les trafics ? Car les réglementations ont été élaborées de façon à laisser aux industriels assez de liberté pour qu'ils puissent mener leurs affaires comme ils veulent.

Des gouvernements de pays africains, au cours de la dernière réunion de l'O.U.A., auraient affirmé qu'ils ne voulaient plus accueillir des déchets industriels chimiques européens. Ainsi le Congo, qui devait importer un million de tonnes de restes chimiques provenant de R.F.A. et du Bénélux, contre l'équivalent de près de 500 millions de francs, a fini par renoncer à signer le contrat. Ainsi, le gouvernement sénégalais a mis son véto à un projet qui prévoyait l'enfouissement de déchets toxiques dans le nord du pays. Mais, ces déclarations de principes n'empêcheront pas des notables locaux de conclure des affaires s'il y trouvent une possibilité supplémentaire de s'enrichir !

Les seuls perdants dans cette histoire pourraient être les populations des régions où se font les stockages. Or, les habitants des *favelas*, et autres bidonvilles, vivant déjà dans un misère extrême n'ont-ils pas de préoccupations plus importantes que de se soucier des pollutions ? Quand, en plus, nous connaissons les traitements auxquels sont bien souvent soumises ces populations de la part des gouvernements, de leurs polices, de leurs armées... on peut imaginer comment sera stockée notre « merde ».

Que faire ?

Car c'est tout de même notre « merde », c'est-à-dire celle des pays les plus industrialisés, dont il est question ! Cela n'est-il pas une raison supplémentaire pour que nous mettions un terme au trafic ? Le problème est de savoir comment y arriver. En premier lieu, il faudrait peut-être faire « un maximum de bruit », afin de rompre le silence et créer un mouvement d'opinion suffisamment important. Mais si nous y arrivions, cela suffira-t-il ?

Les problèmes venant de la toxicité des déchets n'en seront pas résolus pour autant. De nombreuses questions doivent trouver des réponses, notamment : doit-on et peut-on abandonner les technologies qui en sont à l'origine ? Si oui, de quelles manières ? Si non, comment conserver des outils qui nous paraissent indispensables, mais sont écologiquement nocifs ?

Parallèlement, ce sont aussi toutes les structures de la société actuelle qui doivent être remises en cause. En effet, (et nous en avons un exemple en France avec le programme électro-nucléaire) les choix qui sont faits, en matière de technologie, échappent entièrement aux populations, tant du point de vue de la conception, que de la réalisation et de l'utilisation. Toutes les décisions importantes sont prises au « sommet », c'est-à-dire par les tenants des pouvoirs économiques et politiques. Aussi, est-il logique que ces décisions ne fassent qu'accroître toujours plus les privilèges des classes dirigeantes !

Il n'existe pas de solutions « miracles » aux inégalités économiques et sociales, aux problèmes écologiques... Mais il est fort probable que leurs résolutions ne puissent être recherchées et envisagées qu'en transformant, sans attendre, les *structures* de la société, et non pas en espérant des lendemains qui, de toute façon, ne chanterons jamais...

C. D. (Liaison d'Evreux)

(1) Le Monde libertaire *n° 713 du 23 juin 1988.*

(2) De nombreux articles sont déjà parus dans Le Monde libertaire *sur ce sujet.*

MAI 68

La Révolution culturelle

En 1968, au Lycée S. Mallarmé, la vague rouge submerge tout, les couloirs sont couverts de citations, de photos du président Mao. Un « camarade » se noie en allant diffuser les pensées du lumineux président.

Plusieurs milliers de kilomètres plus à l'Est, le rouge envahit la campagne chinoise... C'est du sang ! Le même Mao énonce un nouveau principe « *il est interdit de tuer [les rebelles] sans motif* ». Mai 68, c'est aussi ça !

Radio-Libertaire et le *Monde libertaire* se devaient de rechercher un acteur de la Révolution culturelle, nous l'avons trouvé, nous avons réalisé une interview dont voici les principaux extraits. De plus, nous vous conseillons vivement la lecture du livre (1) qu'il a écrit sur ce passage controversé de l'histoire chinoise dont une partie des acteurs de Mai 68 se réclamaient.

La rédaction

(1) Hua Linsham, **Les Années rouges,** *éditions du Seuil, collection : Histoire immédiate.*

— **Radio-Libertaire :** *En 1996, tu es lycéen dans une ville du sud de la Chine, comment commence la Révolution culturelle pour toi ?*

— **Hua Linshan :** Bien avant 1966, en tant que lycéens, nous ressentions beaucoup l'oppression, le manque de liberté qui pesait sur nous et lorsqu'en 1966 Mao nous invite à nous rebeller, à remettre en cause les cadres et les professeurs, aussitôt nous sommes entrés dans le mouvement.

Pour vous faire mieux comprendre l'oppression que nous subissions, vous devez savoir que dès l'âge de 13, chaque élève était suivi par un dossier dans lequel *tout* ce qui le concernait était consigné. Ce carnet le suivait toute sa vie, et décidait de son entrée à l'université, de son embauche dans un travail, etc.

Je ne reviendrai pas ici sur les raisons qui ont poussé Mao à déclencher la Révolution culturelle, ce qui est sûr, c'est qu'il avait besoin de mobiliser la population contre une fraction du parti, pour cela il a habilement utilisé les mécontentements sociaux des Chinois en popularisant des mots d'ordre tels que : « *Les masses peuvent se libérer elles-mêmes* », « *Il ne faut pas avoir peur de critiquer les cadres* ». Tout d'un coup, nous avons cru en une possibilité formidable de transformer la socité chinoise, c'est donc pour cela que nous avons répondu à l'appel de Mao.

— **R.-L. :** *Tu te présentes comme « rebelle » et non comme « garde rouge », pourquoi ?*

— **H.L. :** En Occident, on parle de gardes rouges comme si cela avait été un corps homogène avec le même engagement politique. En Chine, quand quelqu'un se présente comme garde rouge, on lui demande aussitôt : « *Tu étais rebelle ou conservateur ?* ».

Dans mon école, il y avait les mécontents du système qui se sont soulevés contre les professeurs et les cadres du parti, nous étions donc rebelles (et majoritaires), une autre petite partie, parce qu'ils bénéficiaient de petits privilèges, luttaient contre les changements et protégeait les cadres en place, c'était les conservateurs !

— **R.-L. :** *Tout en luttant les uns contres les autres, vous vous réclamiez tous de Mao.*

— **H.L. :** En fait, l'attitude de Mao était ambigüe. Les conservateurs voyaient en lui le chef du parti, le garant, le protecteur de l'appareil bureaucratique. Nous, les rebelles, Mao nous a donné l'occasion de nous rebeller, d'une certaine manière nous cherchions à le protéger.

— **R.-L. :** *A quel moment avez-vous pensé qu'il était devenu nécessaire d'aller chercher le soutien des travailleurs ?*

— **H.L. :** Au lycée, 90% d'entre nous étaient des rebelles, et très vite nous nous sommes heurtés à la municipalité de Guilin qui, pour se protéger, a fait appel aux ouvriers pour nous réprimer. En septembre 1966, elle leur a ordonné de venir encercler l'université et le lycée, il y a eu un affrontement. Etudiants et ouvriers, nous avions intérêt à défendre les mots d'ordre qui nous donneraient plus de démocratie, de liberté, de droits. Nous avions donc décidé d'aller dans les usines pour expliquer le sens de notre combat.

— **R.-L. :** *Comment se sont passés les premiers contacts entre étudiants rebelles et travailleurs ?*

— **H.L. :** Au début, cela a été très difficile, avec un petit groupe de camarades, nous avons choisi une usine près de notre école. Quand nous sommes entrés par la grande porte, aussitôt le directeur nous a dit que nous n'avions rien à faire dans *son* usine, il se passait très bien de nous pour diffuser la pensée du président Mao.

Il a demandé à un groupe d'ouvriers de nous expulser, il nous a mis dehors (avec diffuculté, car nous avions formé une chaîne) et a fermé le portail, mais nous sommes rentrés de nouveau en « faisant le mur », pour nous asseoir au milieu de la cour. Le manège a eu lieu plusieurs fois et les ouvriers quittaient peu à peu leur poste de travail pour rigoler. A ce moment le directeur s'est mis en colère après eux. Nous avons saisi cette occasion pour le mettre en défaut : « *Les cadres sont au service des masses et non l'inverse !* », ainsi il était pris en défaut et obligé de nous « accepter » dans l'usine.

— **R.-L. :** *Il y avait un grand décalage entre votre univers et celui des usines ? (Comme en France !)*

— **H.L. :** En effet, il y avait de grands problèmes de communication qui tenaient au fait que nous ne connaissions pas la vie réelle dans les usines, les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs. C'est un jeune ouvrier (un ancien de notre lycée) qui nous a fait comprendre comment transposer nos mots d'ordre généraux à des cas concrets de la vie quotidienne. Par exemple lutter contre les abus des cadres de l'usine et du parti.

En 1966, un grand mouvement intitulé « Balayés tous les mauvais démons » avait été lancé par Mao, les bureaucrates l'avaient détourné à leur avantage en accusant les ouvriers de tous les maux, près de 15% d'entre eux ont été soumis à des discriminations diverses (baisse de salaire, par exemple).

— **R.-L. :** *Quelle était la situation exacte des travailleurs ?*

— **H.L. :** En gros, on peut diviser les ouvriers en deux catégories ; il y avait une minorité appelée les activistes car proches du P.C.C., ils collectaient tous les éléments d'information pour les utiliser contre les ouvriers à chaque fois que cela était nécessaire. Bref, ils aidaient la maîtrise à contrôler l'usine. Le second groupe se voyait interdire tout un tas d'avantages nécessaires à l'amélioration de la vie quotidienne (logement, crêche, école, fac, etc.).

Pour vous donner un exemple, le jeune ouvrier qui nous a aidés n'avait pas été augmenté depuis plus de 6 ans lorsqu'il a été demandé les raisons de cette situation, son chef d'atelier lui a répondu que le simple fait d'oser demander des explications, c'était déjà désobéir au parti, par la suite il a été obligé de se livrer à de nombreuses séances d'autocritiques.

— **R.-L. :** *Comment avez-vous fait pour renverser les cadres et prendre les usines ?*

— **H.L. :** D'abord, il fallait que les ouvriers s'organisent. Dès 1966, Mao dit qu'il fallait restructurer la Chine selon les principes de la Commune de Paris. Nous avons donc proposé à tout le monde d'appliquer ces principes sur leur lieu de travail. Comme les « rebelles ouvriers » étaient représentatifs de la grande majorité des travailleurs, ces principes ont été appliqués.

Fin 1966, plus personne n'obéissait aux cadres, ils avaient perdu tous leurs pouvoirs et, en janvier 1967, Mao autorisa les rebelles à prendre le pouvoir.

— **R.-L. :** *Le pouvoir c'était quoi ?*

— **H.L. :** Le pouvoir était représenté par les sceaux du parti dans l'usine. Nous nous sommes donc précipités dans les bureaux pour nous enparer de ces fameux tampons. Et nous n'avons pas été les seuls, ce qui fait que Mao s'est aperçu qu'il perdait le contrôle de la Chine, des villes et que le P.C.C. risquait la destruction puisqu'aucun cadre du parti n'était mandaté par les masses. Il a donc lancé un nouveau mot d'ordre : « *Qui doit prendre le pouvoir dans les usines ?* », qui avait pour but de favoriser les luttes de fraction.

On peut dire qu'il existait deux types d'usines : celles où les rebelles étaient organisés de longue date, étaient devenus le noyau dirigeant, et avaient fait avancer rapidement les changements au sein des entreprises. Ces usines-là étaient belles à voir, par exemple on votait pour tout, il y régnait une ambiance extraordinaire, après le travail les ouvriers revenaient en famille dans *leur* usine. Même la production était bien meilleure qu'avant.

Par contre, dans certaines usines, il n'y avait pas unité des rebelles, les luttes pour le pouvoir occupaient tout le monde et les changements n'avançaient pas. Cela donnait des épisodes comiques, par exemple, dans une usine à force de « coups » les travailleurs avaient perdu « le cachet », il a été retrouvé dans le pantalon d'une ouvrière... personne n'osa aller le récupérer !

— **R.-L. :** *Bref, on peut parler d'autogestion, y a-t-il eu des tentatives de fédération des usines rebelles ?*

— **H.L. :** Toutes les usines appartiennent à l'Etat, la distribution est contrôlée par l'Etat et les travailleurs ne cherchaient pas à se confronter directement avec le P.C.C. Il n'y a pas eu d'échanges entre les usines, les travailleurs pensaient d'abord à lutter contre l'arbitraire, contre la hiérarchie, pour plus d'égalité dans les usines.

— **R.-L. :** *Quand la situation s'est-elle retournée en faveur du P.C.C. et quel rôle ont joué les paysans ?*

— **H.L. :** En juillet 1967, Mao voyant qu'il ne reprenait pas le contrôle des usines, a tout simplement envoyé l'armée contre les rebelles, il y a eu affrontement. Les militaires nous disaient : « *Même si ici vous êtes majoritaires, que représentez-vous sur l'ensemble de la Chine ?* » (la campagne rassemble plus de 80% de la population chinoise). Alors nous nous sommes dits qu'il fallait convaincre les paysans de nous suivre. La tentative de mobilisation de « rebelles paysans » a été un échec total, l'incompréhension était beaucoup plus grande qu'entre nous et les ouvriers.

— **R.-L. :** *Cet échec marque le début de la répression à grande échelle, est-ce dû au fait que le parti tenait mieux les paysans que les ouvriers ?*

— **H.L. :** C'est exact, on peut dire que le P.C.C. est avant tout le parti paysan, ses assises sont au sein de la société paysanne. Effectivement la féroce bataille dans laquelle s'est achevée la Révolution culturelle a avant tout opposé paysans et citadins. A Guilin, 90% de la population était aux côtés des rebelles. Le P.C.C. ne pouvant reprendre la ville avec les 10% restant, il a mobilisé des dizaines de milliers de paysans, chaque village devait envoyer son « détachement » qui était armé par le parti.

— **R.-L. :** *Aujourd'hui que reste-t-il dans les mémoires de ces événements ?*

— **H.L. :** Actuellement les autorités chinoises redoutent encore « la Révolution culturelle ». C'est la première fois que les ouvriers s'auto-organisaient depuis 1949. Aujourd'hui, les autorités passent leur temps à nous présenter comme des fascistes, comme des gens qui ont commis de nombreuses violences, mais elles oublient de dire quelles étaient nos revendications, nos buts.

Pour la population, il y a ceux qui ont vécu la révolution et qui savent ce qui s'est passé, même s'ils ne peuvent pas le dire ouvertement, et il y a ceux qui ne l'ont pas vécue, qui ne comprennent pas ce mouvement, d'autant plus que seule la version officielle leur est présentée. Les gens qui ont participé à la Révolution culturelle, vu leur âge, sont à même de jouer un rôle important dans la société chinoise, par exemple lorsque nous disions : « *On n'a pas le droit de réprimer les masses* », aujourd'hui les gens disent : « *Droits de l'homme* ». De même, la lutte contre les privilèges des cadres se poursuit aujourd'hui, si plus personne ne croit au marxisme-léninisme, c'est grâce à la Révolution culturelle.

— **R.-L. :** *Pour terminer, as-tu profité de ta présence en France pour mieux connaître « la Commune », y as-tu retrouvé les idées que tu défendais entre 1966 et 1968 ?*

— **H.L. :** Quand j'ai dit à mes amis que je partais pour Paris, ils m'ont tous dit d'aller voir pour eux le « mur des fédérés ». J'y suis allé, et vraiment j'ai été ému, j'ai essayé de ressentir les mêmes sensations que les communards. Sur le fond, malgré toutes les différences entre la Chine de 1966 et la France de 1871, je pense que les principes de la Commune de Paris continuent d'être d'actualité pour les Chinois.

MAI 68

Interview de René Lefeuvre

La livraison de mai-juin 1968 des « Cahiers mensuels Spartacus » (2e série, n° 24), c'était « Le paysan russe dans la révolution et la post-révolution » d'Ida Mett. Ça faisait suite au n° 11, du même auteur, qui avait pour titre « La commune de Cronstadt crépuscule sanglant des soviets ».

Le travail remarquable d'éditeur de René Lefeuvre a été longtemps le point de référence militant, qui éditait non seulement les textes « de base » du socialisme (Jaurès, Lafargue, Marx et Engels, Dommanget, etc.), comme ceux s'écartant des lignes « officielles ». Et comme tout particulièrement l'œuvre de Rosa Luxemburg, tout comme des textes anarchistes. Les citer tous serait bien sûr trop long, nous retiendrons seulement un fait caractéristique de René Lefeuvre : il est le seul (jusqu'à aujourd'hui) à avoir édité les textes des anarchistes allemands tels que Rudolf Rocker (« Les soviets trahis par les bolchevicks [La faillite du communisme d'Etat] ») ou Arthur Lehning (« Anarchisme et marxisme en Russie »).

Il était écrit, au sujet des archives Spartacus, qu'elles étaient « à la disposition de tous les révolutionnaires qui veulent participer à cet immense travail de clarification ». Il s'agissait pour le prolétariat de se réapproprier son histoire falsifiée « par 50 ans de contre-révolution stalinienne et bourgeoise ».

Nous ne savons pas où en est ce projet de René Lefeuvre, mais nous pouvons lui assurer que toute une génération de militants a pu grace à lui se forger des outils théoriques, même s'ils ne partageaient pas son immense flamme pour Rosa Luxemburg !

La rédaction

René Lefeuvre devant sa maison à Boussy-Saint-Antoine.

— Le « Monde libertaire » : *Ton point de vue va être celui de quelqu'un qui, bien que complètement impliqué dans le mouvement, n'a pas directement vécu Mai 68 mais l'a vu de son lit d'hôpital.*

— René Lefeuvre : J'étais déjà sorti de l'hôpital, j'étais hospitalisé à domicile. Je savais ce qui se passait par les amis qui me rendaient visite, et qui participaient, pour la plupart. J'avais le grand regret de ne pouvoir y participer moi-même.

Certains sont venus me dire que mes livres et mes brochures — ceux et celles des éditions Spartacus, éditions que j'anime depuis 1934 — se vendaient bien, que rien n'était proposé à la vente, bien que des gens demandaient de la documentation sur le mouvement révolutionnaire.

Ces amis me racontaient certaines actions, des bagarres, mais surtout l'atmosphère extraordinaire. Ils me rapportaient des affiches, un copain m'a même apporté un des fameux pavés.

— M.L. : *A part les pavés, que te rapportaient-ils donc ?*

— R.L. : Une atmosphère joyeuse, une atmosphère de liberté, ce qui se passait à la Sorbonne, à l'amphithéâtre des Beaux Arts... Aussi des rapports d'une certaine violence extérieure et d'autre part des amitiés qui se nouaient entre couples et autres. Je n'ai pas le sentiment, toutefois, que les copains pensaient que ça irait loin, que le mouvement, malgré son caractère révolutionnaire, aboutirait.

— M.L. : « C'est la fête, on revendique », *mais ils ne pensaient pas que le mouvement transformerait la société.*

— R.L. : Peut-être, j'insiste trop en ce sens. Les esprits se sont libérés, des contacts se sont noués entre personnes ayant des opinions parfois très divergentes, fort surprises de se retrouver dans des réunions, des discussions avec des gens avec qui ils s'étaient parfois bagarrés dans les mois précédant Mai 68.

Je sentais quand même qu'il y avait dans toute cette ardeur un ferment révolutionnaire, une volonté de changement, confuse mais réelle. Les copains m'ont raconté aussi les désillusions qu'ils avaient eu dans les essais d'approche des usines.

— M.L. : *La fameuse jonction ouvriers-étudiants ?*

— R.L. : Alors là, les « cocos » barraient tout. Les portes étaient closes, toutes les raisons étaient bonnes pour ne pas déranger les ouvriers au travail et même ceux qui faisaient la grève. Les éléments communisants organisaient un sabotage afin que le mouvement se cantonne au quartier latin, qu'il n'aille pas ébranler les ouvriers, et évoquer chez eux des mouvements que les communistes ne contrôlaient pas et qu'ils n'auraient pas contrôlé, vraisemblablement.

— M.L. : *Le parti communiste craignait que la classe ouvrière ne se révolte et qu'il ne la contrôle plus ?*

— R.L. : Il ne croyait pas à une véritable révolte. Mais la volonté révolutionnaire était-elle mûre dans la classe ouvrière ? Nous allons publier aux éditions Spartacus : *De la crise blanche au drapeau rouge* de Max Hölz. C'est-à-dire comment un homme de « base », sans expérience, se transforme en dirigeant révolutionnaire dans le mouvement allemand des années 1918 à 1920. C'est rétrospectivement que je fais le rapport avec ce que me semblait être l'état d'esprit de ce que l'on ne peut pas ne pas appeller la classe ouvrière, les gens des usines. Il y avait surtout dans la rue, des intellectuels, des employés, des employés qualifiés, des employés des grands magasins qui ont fourni leur lot de revendications. On m'a apporté les bulletins de paye qu'ils avaient affichés : cela montrait de quelle manière, scandaleuse, ils étaient rétribués au nom de la guelte et du reste. On ne savait pas, même dans le mouvement révolutionnaire le degré d'exploitation des salariés en faux-col.

— M.L. : *Qu'est-ce qui a pu lancer le mouvement ? Pourquoi a-t-il pris ? Qu'est-ce qui, peut-être, laissait présager ce changement, cette révolte ?*

— R.L. : Il semble plus juste de parler de révolte plutôt que de révolution. Un sentiment de révolte diffus et confus existait, surtout chez les étudiants et les intellectuels, une certaine couche d'intellectuels.

— M.L. : *Pourquoi se révoltaient-ils ?*

— R.L. : La base de cette révolte est l'injustice sociale. Elle devient beaucoup plus criante dans les périodes d'agitation, de mouvement. Des gens qui ne s'étaient jamais posé la question sociale la voient posée devant eux, ils en arrivent à se la poser eux-mêmes.

Et puis, il y a une sorte de libération sexuelle qui a été assez nette. De nombreux jeunes étaient autour de la revue, et j'ai pu voir comment les circonstances les ont aidés dans leurs relations amoureuses et sexuelles.

— M.L. : *Peut-on trouver dans la fin de la guerre d'Algérie une part des origines de Mai 68 ?*

— R.L. : J'avais cessé la parution de *Masses* et *Spartacus* en 1950, car après les bonnes ventes des années 1946 et 1949, il y a eut une retombée très nette : retombée de la curiosité politique. Le bouquin *L'Algérie dans l'impasse*, le titre était mauvais il est vrai, ne fut vendu qu'à trois cents exemplaires, alors qu'il avait été tiré à trois mille exemplaires. Ce n'est que vers 1965 que j'ai commencé à avoir quelques commandes. D'autre part, Pierre Guillaume (1), de la « Vieille Taupe », après avoir rencontré un de mes amis, vendeur sur les quais d'ouvrages faciles à vendre sur Rosa Luxemburg, Kautsky, Jaurès, prit contact avec moi : il commença à vendre mes brochures, ce qui me permit de redémarrer les publications, avec le bouquin d'Ida Mett sur le paysan russe, à travers la révolution et la post-révolution.

— M.L. : *Ida Mett te rendait visite en Mai 68. Comment a-t-elle raconté Mai 68 ?*

— R.L. : Elle était enthousiaste, elle assistait aux réunions aussi bien à la Sorbonne que dans la rue. Elle y trouvait des échos de ce qu'elle avait vécu en Russie.

Ida Mett était la femme de Lazarévitch, dont j'ai publié *A travers les révolutions espagnoles*, un recueil d'articles parus dans la *Révolution prolétarienne* de Monatte. Je fréquentais le milieu de la *Révolution prolétarienne*. J'avais adhéré en février 1934 au parti socialiste, après que Marceau Pivert lié à la *Bataille socialiste*. Et nous avons fondé la Gauche révolutionnaire, qui fut la base de la Gauche révolutionnaire du parti socialiste en 1938 et a formé le P.S.O.

J'avais rencontré Ida Mett avec Victor Serge, Rossmer et Marcel Body. Lors des réunions avec Victor Serge, ce qui nous intéressait, c'était ses récits sur ce qu'il avait connu en Russie ; et Ida Mett était en désaccord assez net avec lui sur Cronstadt. J'ai d'ailleurs publié, par la suite, une brochure d'Ida Mett sur Cronstadt.

— M.L. : *Que te rappelles-tu des revendications de Mai 68. N'étaient-elles pas qualitatives, « pour vivre autrement » ? N'a-t-on pas acheté avec quelques sous la classe ouvrière et le mouvement étudiant ?*

— R.L. : C'est peut-être une conclusion un peu dure, mais tout de même, il y a du vrai. En 1936 comme en 1968, on jette des os à la classe ouvrière avec les accords entre syndicats et gouvernement, et on apaise des mouvements qui ont sûrement un caractère révolutionnaire.

— M.L. : *Tu fais un parallèle entre les accords de Matignon en 1936 et les accords de Grenelle en 1968, où le même scénario se passe à une nuance près ?*

— R.L. : Mais la classe ouvrière était beaucoup plus embrigadée en 1968 qu'elle ne l'était en 1936. Je ne crois pas que les ouvriers, en 1936, auraient laissé fermer les portes. Ils auraient laissé pénétrer les étudiants, ils auraient pris contact. En 1936, tout était arrêté partout. Je l'ai bien vécu car j'accompagnais les copains de la Gauche révolutionnaire dans les usines avec Marceau Pivert. Il y avait la fête dans les usines, j'y ai même dansé. C'était vraiment quelque chose de formidable. Evidemment, pour moi, 1936 compte plus que 1968 dans mon esprit...

— M.L. : *L'année 1968 et celles qui ont suivis, c'est aussi la naissance du gauchisme. Alors toi, qui es un vieil éditeur de la pensée socialiste révolutionnaire, comment as-tu vu arriver cette génération de gauchistes : les July, les Geismard, les pro-chinois, ceux qui se réclamaient du trotskisme traditionnel, voire d'un certain renouveau de l'anarchisme ?*

— R.L. : Les trotskistes, j'en connaissais les dirigeants sans les avoir fréquentés beaucoup, mais j'en avais eu comme collaborateurs et je les avais vus à la besogne dans la Gauche révolutionnaire, ce qui nous avait conduit à former une tendance « Rosa Luxemburg ».

Il se trouvait qu'Ida Mett était anar et qu'elle me rapportait bien plus de ce qui se passait au quartier latin. Les copains étaient plutôt d'origine marxiste, qu'ils fussent socialistes ou communistes. Mais il y avait aussi des anars, il y a toujours eu surtout Prudhommeaux et eux, parlaient beaucoup du drapeau noir, ils voyaient davantage de drapeaux noirs que de drapeaux rouges.

— M.L. : *Mai 68 est-il un élément déterminant dans le renouveau de la pensée anarchiste ?*

— R.L. : Le mouvement anarchiste a pu s'exprimer largement plus que le mouvement communiste dans ce qui se passait au quartier latin. Une certaine pénétration de l'anarchisme s'est opérée auprès des intellectuels qui l'ignoraient avant. Le carcan soviétique sur la pensée révolutionnaire a commencé à éclater, mais il y a eu le raccrochage maoïste, repêchage pour les intellectuels à la recherche d'une religion. Le maoïsme a repêché le stalinisme.

— M.L. : *Mai 68, on commence à avoir le droit de ne plus être stalinien.*

— R.L. : Ça existait déjà. Mais on a pu l'être plus ouvertement, être non stalinien et même antistalinien. A moins qu'on éclata le caractère d'opposition d'un militant connu, sinon ils avaient toutes sortes de manières d'entourer les « compagnons de route ».

Moi même, j'ai évolué, j'ai été marqué davantage par le mouvement anarchiste, alors que je l'avais été déjà lors des événements d'Espagne.

Propos recueillis par « Chronique syndicale »

(1) Pierre Guillaume a bien mal évolué depuis : René Lefeuvre le caractérise de « nazillon », tout en continuant à le voir, assez rarement, mais il ne peut oublier les très grands services qu'il lui a rendus.

POLOGNE

La confédération Z.Z.Z.

Les deux articles traduits ici apportent des informations sur l'histoire du syndicalisme révolutionnaire en Pologne, jusqu'à la prise de pouvoir par les communistes. Le premier est de Jonnie Schlichting, militant de la F.A.U. (syndicat allemand membre de l'A.I.T.), qui utilise un dossier de la N.S.F. Le journal *Alarm*, plusieurs fois cité, était l'organe de la N.S.F. depuis le début des années 20 jusqu'à l'occupation de la Norvège par les nazis en 1940. Quant à l'article de John Anderson, il fut publié en mars 1947 dans *Direct Action* (Grande-Bretagne). Anderson était membre de la S.A.C. suédoise et fut, de 1938 à 1953, secrétaire général de l'A.I.T.

Relations internationales

LE coup d'Etat militaire de mai 1926 porta au pouvoir le maréchal Jòzef Pilsudski qui mit en place un régime ouvertement réactionnaire. Des milliers de prisonniers politiques se retrouvèrent derrière les barreaux : 7 000 selon des sources de l'époque, moins de 3 000 d'après des estimations plus récentes. L'ensemble de l'opposition en Pologne fut touchée : anarchistes, communistes, nationalistes ukrainiens, Russes blancs, objecteurs de conscience. L'intervention de la police contre des rassemblements de travailleurs devint une réalité de tous les jours et conduisait le plus souvent à des heurts sanglants, comme pour les Premier Mai 1926 et 1928 à Varsovie.

Le régime militaire

En avril 1927, le nombre de chômeurs était, *officiellement*, de 219 471 mais *en réalité*, il faut doubler ce chiffre. Le manque de services d'aide sociale provoqua, à plusieurs reprises, des révoltes de la faim. Les droits acquis par les travailleurs furent mis à bas par le régime militaire.

De plus, les ouvriers étaient divisés en une foule de petits groupes, la majorité d'entre eux n'étant absolument pas organisés. Les pensées des gens tournaient autour du pain quotidien et la lutte était individuelle. Le parti socialiste (P.P.S.), après avoir soutenu au début Pilsudski, rejoignit le camp de l'opposition à la fin de 1926. Le parti communiste (K.P.P.) qui, lui aussi, avait d'abord soutenu le coup d'Etat et était représenté au Parlement (Sejm) par six députés n'en fut pas moins persécuté. Du reste, il se trouvait affaibli par des conflits internes liés à la lutte entre Staline et Trotski.

La situation polonaise

Alarm du 4 avril 1927 commentait la situation polonaise ainsi : « *Tous les chefs, dans leur besoin maladif de s'imposer, fondent leur propre parti socialiste et tous ces partis sont sans efficacité.* »

En 1927, il y avait en Pologne trois sortes de syndicats : des organisations de lutte de classes, presque toutes contrôlées par le P.P.S., des syndicats chrétiens ainsi que des organisations nationalistes. Aucun n'avait un poids significatif car tous étaient affaiblis, leurs adhérents les ayant abandonnés en masse.

« *Les syndicats de Haute-Silésie exigeaient une augmentation de 25% des salaires des mineurs et des métallurgistes. Les négociations de Lemberg accordèrent 13,5%. En novembre 1926, les ouvriers et ouvrières du textile revendiquèrent 40% et obtinrent 10%. On pourrait ajouter de nombreux exemples. Les chefs syndicaux ont fait que la grève devient une chose impossible. Les travailleurs ont perdu confiance dans les formes jusqu'ici existantes du mouvement ouvrier. La pénible réalité a montré à la classe ouvrière polonaise qu'elle ne doit compter que sur ses propres forces ; et c'est pourquoi elle a une croyance presque mystique dans l'établissement de la dictature du prolétariat. Cependant, pour la partie éclairée de la classe ouvrière, grâce à la proximité de la Russie " socialiste ", il est devenu clair que cette dictature sur le prolétariat n'a rien à voir avec l'idéal tant désiré.* » (*Alarm*, 4 avril 1927).

Après la répression massive des années 20, des syndicats importants ne se constituèrent qu'après 1930 sous la forme de plusieurs organisations indépendantes. A la vérité, dès 1928 fut fondée la Confédération générale des travailleurs (A.C.A.) sur le modèle de la C.G.T. française. Elle publiait le journal *Syndicalista*. Elle défendait une position d'indépendance par rapport aux partis politiques.

Les leaders des syndicats indépendants

Ses leaders principaux étaient : Szurich qui, ayant passé de nombreuses années en France, connaissait la C.G.T. ainsi que l'œuvre de Georges Sorel ; Gavlik, que sa pratique syndicale avait amené au syndicalisme révolutionnaire ; le professeur et théoricien Zaksewski, que ses études menèrent au syndicalisme (l'œuvre de Sorel était alors très répandue en Pologne) ; et l'écrivain Zerewski qui, dans ses nombreux livres, affichait ses sympathies pour le syndicalisme.

Confrontée au chaos généralisé provoqué par les querelles des partis et les scissions dans le mouvement ouvrier, la confédération A.C.A. défendait le mot d'ordre suivant : « *Contre les partis politiques, unité sur une base économique et syndicale.* »

En 1931, plusieurs syndicats indépendants se fédérèrent avec la A.C.A. pour former la Z.Z.Z. Le premier secrétaire en fut Jedrzej Moraczewski, qui avait été en 1918 le Premier ministre du nouvel Etat polonais. Il participa d'ailleurs au coup d'Etat de Pilsudski, dont il fut le ministre du Travail. Avec Pilsudski, en novembre 1906, il avait rejoint la « Fraction révolutionnaire » du P.P.S. qui, en novembre 1906, substitua à la lutte de classes le combat pour la libération nationale de la Pologne, au besoin par des moyens terroristes.

En 1931, Moraczewski expliqua qu'il en avait par-dessus la tête des partis politiques (quelques années plus tard, il devait rejoindre cependant le noyau dirigeant du P.P.S.). Comme orateur de l'aile syndicaliste révolutionnaire, il lui arriva d'être condamné à trois mois d'emprisonnement. La confédération Z.Z.Z. ne fut certainement pas une vraie organisation syndicaliste révolutionnaire, mais un regroupement désordonné de catholiques, d'adeptes de Pilsudski, de révolutionnaires romantiques et des syndicalistes de la A.C.A., qui avaient d'ailleurs une grand influence et devinrent peu à peu une force décisive. En 1937, la Z.Z.Z. avait 130 000 cotisants auxquels il faut ajouter les chômeurs qui ne payaient pas. Les syndicats à direction socialiste avaient, à la même époque, en comptant les chômeurs, 400 000 adhérents, soit une force à peu près égale à celle de la Z.Z.Z.

Les plus importantes fédérations de la Z.Z.Z. étaient : la construction mécanique, les mines, le bâtiment, l'exploitation forestière, les métiers du bois et le textile, ainsi que celle des employés des fabriques de tabac et des distilleries étatisées. Les employés des tramways et les postiers n'avaient pas légalement le droit de se syndiquer mais furent cependant 35 000 et 18 000 respectivement à rejoindre les rangs de la Z.Z.Z. Le gouvernement intervint, et les militants les plus actifs furent déplacés d'office dans les coins les plus reculés de la Pologne.

L'organe de la Z.Z.Z. était un bimestriel, *Front ouvrier*, qui avait un tirage compris entre 40 000 et 80 000 exemplaires. La tentative de publier un quotidien échoua car il fut presque depuis le début censuré et, après une interdiction de trois mois, il se trouva en faillite (compte-rendu de Albert de Jong dans *Alarm* du 4 mars 1939).

Les années trente

Les années 30 ne furent pas plus faciles pour les travailleurs en Pologne qu'ailleurs. En 1938, pour une population de 34,8 millions d'habitants, *officiellement*, le nombre de chômeurs était de 402 000. Les membres de la Z.Z.Z. étaient accusés de haute trahison lorsqu'ils organisaient une grève ou y prenaient part.

En mai 1937, *Alarm* relatait qu'un pogrom antijuif à Brest-Litovsk avait fait beaucoup de victimes, « *un moyen de faire diversion en oubliant les problèmes internes de la Pologne* ».

Le gouvernement, qui ne faisait nul secret de ses sympathies profascistes rencontra une nette résistance de la part du peuple. Les chefs ouvriers nationalistes approuvèrent l'interdiction gouvernementale de fêter le Premier Mai : ceux qui y participeraient perdraient leur travail. Malgré le risque d'emprisonnement, la Z.Z.Z. appela à une grève générale dans le cas où la décision gouvernementale ne serait pas abolie : patronat, gouvernement et chefs syndicaux nationalistes durent céder.

Après le partage du pays entre l'Allemagne nationaliste et la Russie « communiste », en 1939, commença la destruction finale de la classe ouvrière organisée. Les deux puissances d'occupation arrêtèrent et assassinèrent les syndicalistes, chacune dans « sa » partie de Pologne. Les persécutions et la politique d'extermination de la Gestapo et du N.K.V.D. s'exerçait en priorité à l'encontre des militants ouvriers juifs :

- Jan Czapinski, rédacteur du journal socialiste *Robotnik*, grièvement blessé en 1939, tomba entre les mains des Russes et fut déporté à l'Est ;
- Jan Mastek, autrefois marin autrichien, puis secrétaire du syndicat des cheminots polonais, et Anton Baginski, secrétaire du même syndicat et avocat, qui avait souvent défendu dans des procès politiques des socialistes et des communistes, eurent le même sort. On ne les revit plus jamais ;
- Henryk Erlich, un vieux leader de l'Union générale des juifs de Pologne et de Lituanie (Bund) — le plus ancien parti ouvrier de Russie — et son camarade, Victor Alter, membre du comité exécutif de la IIe Internationale depuis 1939, furent déportés par les Soviétiques puis condamnés à mort et exécutés en 1941 ;
- Himmelfart, dirigeant des syndicats juifs à Rosenthal et président du syndicat des tailleurs, fut enfermé dans les camps de la mort en Sibérie.

Malgré tout ce que purent faire la Gestapo et le N.K.V.D., ils ne purent pas détruire le mouvement révolutionnaire. Les militants de la Z.Z.Z. prirent part à la résistance contre l'occupation allemande, et notamment au soulèvement de Varsovie.

Dans un reportage sur la situation polonaise, adressé au secrétariat de l'A.I.T., à Paris, on peut lire :

« *Nous ne déposerons pas les armes tant que la Pologne ne sera pas sur pied, dans le cadre d'une Europe libre et sur la base du socialisme libertaire. Avant le déclenchement de la guerre, nous avions exigé l'élargissement des droits du mouvement ouvrier, une réforme agraire sans indemnisation, la taxation des firmes capitalistes privées et des privilégiés en faveur des coopératives ouvrières : au contraire des autres organisations syndicales (y compris les social-démocrates), nous nous sommes opposés à tous les essais de collaboration de classes.* »

Jonnie SCHLICHTING

Les intertitres sont de la rédaction.

Les syndicats polonais continuent

PENDANT la guerre, il y eut peu d'informations sur les syndicalistes révolutionnaires polonais. Le secrétariat de l'A.I.T. recevait cependant de temps à autre un message de sympathie personnelle qui nous montrait qu'au moins quelques compagnons étaient en vie. Mais il leur était impossible naturellement d'envoyer un quelconque rapport sur les activités du mouvement à cause de la censure nazie. Depuis la fin de la guerre, la situation est toujours difficile et il n'a pas été possible de mettre sur pied une liaison sans entraves entre l'A.I.T. et les compagnons polonais. Cependant, l'A.I.T. a reçu un intéressant document qui nous donne une idée du travail et du combat des syndicalistes révolutionnaires pendant la guerre.

Avant la guerre, il y avait deux organisations de tendance syndicaliste, d'une part la Fédération anarchiste polonaise qui faisait partie de l'A.I.T., et d'autre part la Z.Z.Z. ; cette dernière était une organisation syndicaliste de 130 000 membres dont les positions étaient très proches de celles de l'A.I.T. : il est certain que la Z.Z.Z. aurait adhéré à l'A.I.T. si la guerre n'avait pas éclaté.

Pendant la guerre, sous l'occupation allemande, il y eut en Pologne également deux organisations syndicalistes révolutionnaires. L'une était l'Association syndicaliste polonaise, l'autre était un regroupement de militants adhérant à diverses organisations syndicales et formant une opposition syndicaliste.

En 1944, juste avant l'héroïque soulèvement de Varsovie, les deux organisations s'associèrent pour publier le journal clandestin *Syndicalista*. Pendant le soulèvement, ils publièrent en plus la revue *Iskra* (« L'Etincelle »).

Pendant l'insurrection, les syndicalistes révolutionnaires jouèrent un rôle important. Ils n'agirent pas en tant qu'individus isolés mais comme un groupe organisé. Leur participation leur coûta, comme aux autres groupes, un lourd tribut en vies humaines.

Voici ce qu'écrit le journal *Syndicalista*, sous le titre : « Les conséquences du soulèvement » :

« Une nouvelle ère commence dans la vie publique de la Pologne. Les masses mettent le pied dans l'arène politique et sociale. Elles se dirigent suivant leur propre raison et leur bon sens populaire. Toutes les nouvelles idées, tous les événements sont discutés avec beaucoup d'enthousiasme, partout, dans la cité combattante. Une opinion publique nouvelle et consciente est née.

« Une nouvelle époque commence pour la Pologne, celle des actions directes menées par les masses. Elles disent qu'avec la fin de l'insurrection, commence le renouveau social, ce que l'on pourrait traduire par la révolution sociale. Notre tâche de syndicalistes consiste à donner une forme organisée à la volonté du peuple puis, à l'aide de cette organisation, à mettre en place le renouveau social qui doit être fondé sur l'égalité sociale et la liberté politique.

Depuis que les nazis ont été chassés, la Pologne a retrouvé une certaine part d'indépendance. Mais la liberté est limitée, une organisation syndicaliste révolutionnaire n'est pas autorisée, tous les travailleurs sont obligés d'adhérer à une organisation " unifiée ". Mais l'influence et les idées du syndicalisme révolutionnaire ne disparaîtront pas. Elles trouveront leur expression en fonction des circonstances. Ces tendances ont déjà commencé à apparaître. »

John ANDERSON

ESPAGNE

La monarchie nationale socialiste espagnole

LA grève n'est pas un sport. Si les travailleurs espagnols sont obligés de faire grève sur grève, il doit exister de sérieuses raisons qui les obligent à faire ainsi. Il doit y avoir un responsable. De fait, il y en a un. Qui est-ce ? Tout simplement et tout bonnement le gouvernement dit « socialiste ». Sa principale responsabilité réside dans la politique économique qu'il est en train de mener à bien.

Une politique « socialiste »

Chômage, inflation et déficit forment la trilogie de l'incapacité de ceux qu'on appelle les « socialistes ». Les chefs d'entreprises d'un côté, les travailleurs de l'autre, sont en train de poser des questions au gouvernement sur sa politique macro-économique. Hier avec Boyer et aujourd'hui avec Solchaga, les travailleurs continuent d'entendre les voix des sirènes des ministres successifs en matière d'économie espagnole. Jamais un ministre de droite ne se serait risqué à dire aux patrons de ne concéder aucune augmentation de salaire au-dessus de 4 ou 5%, au nom de la sacro-sainte diminution de l'inflation. Selon les dits ministres, rien ne doit être au-dessus des intérêts sacrés de l'Espagne.

Et les intérêts des travailleurs ? Ils ne sont donc pas sacrés pour ceux qui se disent socialistes ? Le panier de la ménagère espagnole est le meilleur baromètre de la situation économique de la classe ouvrière. Messieurs les économistes du gouvernement dit socialiste, ne savez-vous pas qu'un point ou deux d'inflation de plus est préférable au refus d'augmenter les salaires, augmentation qui engendrerait celle de la consommation interne ? Laissez de côté les théories des économistes libéro-conservateurs et ayez assez d'imagination pour appliquer une politique favorable à la classe ouvrière, sinon, *cassez-vous* ! Cessez de tromper le peuple en période électorale, avec des promesses que vous ne tenez pas : cela vous évitera d'être traités de menteurs. Toute votre politique est une tromperie : regardez la carte des conflits. La plupart des secteurs de l'économie réclament des ajustements.

Regardez les statistiques des bénéfices de toutes les banques espagnoles. Analysez les bénéfices des grandes entreprises, de la Bourse, les grands investissements des multinationales, de l'armée, de l'Eglise, tous et toutes regorgent de moyens économiques, ce sont les nouvelles cathédrales. Et les travailleurs, eux, paient comme d'habitude. Vous êtes les imposteurs, les créateurs de grandes illusions, les détracteurs des doctrines socialistes.

Neuf millions de travailleurs ayant un emploi plus ou moins fixe sont en train de subir les conséquences de votre absurde politique économique. Votre idée fixe de sacrifier la grande majorité des travailleurs se retrouve dans les revendications des juges et des magistrats qui portent devant le ministère de la Justice (leur patron) une demande d'augmentation de salaires moyenne de 30% ; si ladite pétition était honorée par le ministre, les salaires concernés auraient le niveau suivant : 250 000 pesetas pour le juge de première instance (pour 180 000 pesetas actuellement), 330 000 pour le magistrat (aujourd'hui, il touche entre 230 000 et 260 000 pesetas) et 400 000 pesetas pour le magistrat du tribunal suprême (actuellement, il perçoit 330 000 pesetas). Que se passerait-il si les travailleurs touchaient de tels salaires ?

La lutte et la mobilisation générales

Devant une telle disparité de salaires, il n'y a pas d'autre attitude que la lutte et la mobilisation générales, jusqu'à ce que vous compreniez que vous vous êtes trompés, et que vous appliquiez enfin une politique économique en faveur de la classe ouvrière.

Il faut que dans ce pays, les riches soient moins riches et les pauvres moins pauvres. Et si, nonobstant la volonté des travailleurs, vous vous obstiniez encore à rester les bons administrateurs du capitalisme espagnol, toutes les forces de travail de ce pays que nous sommes, avec la jeunesse abandonnée et marginalisée, devrions lutter pour vous virer des sièges sur lesquels vous êtes assis.

Ce pays commence à avoir besoin d'un changement qu'il faudra bien préparer, pour que la classe ouvrière sorte de la profonde obscurité dans laquelle vous l'avez plongée et voit un jour nouveau, sans yatch *Azur* ni avion *Mystère*...

Vous devez vous rendre compte que les grèves touchent les secteurs clés de l'industrie, et qu'à ce rythme vos plans seront faussés.

Vous vous planterez sur toute la ligne, mais vous savez sûrement que les 3% d'inflation fixés par les services du ministère seront largement dépassés. Vous devez demander la « *modération en matière de salaires* » et c'est une théorie fallacieuse. Vous savez bien que l'accroissement de 1987 était dû à la grande demande interne ; le quasi-blocage des salaires a permis que les grandes entreprises fassent d'importants bénéfices, entreprises que vous vous attachez à défendre et à favoriser.

La « grande grève »

Des grèves, des grèves et encore des grèves ! C'est la situation actuelle des travailleurs espagnols ; s'il y a peu de grèves chez les ouvriers, là, vous avez la « grande grève » des travailleurs intellectuels : les professeurs des centres publiques d'enseignement primaire et moyen ont provoqué le grand conflit avec l'administration.

Il faut quand même vous admirer pour la rapidité avec laquelle vous avez appris les rouages du pouvoir. Chose étonnante, vous savez bien choisir les hommes les plus représentatifs, ceux qui ont la meilleure image, pour chaque conflit. Image admirable que celle du sous-secrétaire d'Etat à l'Education (Joaquin Arango). Homme qui, dans sa jeunesse, fut un rebelle dans les années 1964 et 1969. On se souvient de lui quant il étudiait le droit et les sciences politiques à l'université Madrid, et il dit sans rougir qu'il était un leader du syndicat démocratique des étudiants... Il affirme en plus : « *Mais un vrai leader, parce que maintenant, on dirait qu'ils l'ont tous été* », dit-il en baissant la tête, et après avoir vaincu une certaine pudeur. Celui-là est l'interlocuteur officiel du ministère, il faut le voir et l'entendre à la radio et à la télévion, admonestant les professeurs grévistes, les enjoignant à la modération dans leurs demandes d'augmentation de salaires.

Travailleurs, il faut démasquer les faux socialistes et leur dire : « *Assez maintenant, des socialistes grimpés au pouvoir ! Bas les masques !* ».

Le directeur de la C.N.T.
« C.N.T. », mai 1988, n° 96

REVUE DE PRESSE

• Le n° 48 de « Tierra y Libertad », mensuel de la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.). Au sommaire : la crise de l'U.G.T. ; la pacifisme communiste ; le dernier congrès de l'A.I.T. ; le problème du patrimoine historique de la C.N.T. De plus, un numéro spécial du journal de la F.A.I. est paru pour les manifestations du 1er mai. De nombreux et intéressants articles sur les 1er mai 1936, 1937, sur Mai 68 et le texte de l'appel de la F.A.I. aux diverses actions du 1er mai 1988. « Tierra y Libertad » est édité par le comité régional de Catalogne de la F.A.I. Ce journal est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 3 F l'exemplaire.

Rencontre internationale à Toronto

« A Survival Gathering, an anarchist un convention », rencontre internationale anarchiste, se tiendra à Toronto du 1er au 4 juillet. En plus de nombreuses activités culturelles (musique, arts plastiques, etc.), de nombreux groupes de discussion sont d'ores et déjà prévus :

- **Quelles stratégies pour le mouvement anarchiste ? ;**
- **L'« éco-féminisme » ;**
- **Approche alternative de la maternité ;**
- **Les squatts ;**
- **La guerre au Proche-Orient ;**
- **Libération de la jeunesse ;**
- **Bilan de la présence anarchiste sur le terrain;**
- **Santé femme, conception, contraception.**

De nombreux autres sujets, sur des pratiques ou des thèmes précis seront débattus.

Relations internationales

Adresse de la rencontre : 519, Church Street, Community centre, Toronto.

PAYS-BAS

Lutte antifasciste

DES actions et des manifestations ont lieu contre le fascisme, le sexisme et le racisme. Par exemple, la lutte des Kurdes en grève de la faim à Rotterdam. Ces Kurdes ont demandé l'asile politique, qui leur a été refusé comme d'habitude. Ce fut pour eux une bonne raison de faire la grève de la faim, pour renforcer leurs revendications.

L'Etat hollandais considère la Turquie comme une démocratie (sic) dans laquelle les Kurdes ne sont pas persécutés. Mais ces derniers n'y ont même pas le droit de parler leur propre langue.

Quand, après environ 30 jours, quelques-uns des grévistes de la faim furent sur le point de mourir, l'Etat hollandais leur accorda un point : ils pouvaient rester sur des bases médicales, et il y aurait une enquête sur la situation des Kurdes en Turquie. Mais il est clair que la plupart d'entre eux (si ce n'est pas tous) seront expulsés parce que l'Etat hollandais ne veut pas s'élever contre un partenaire de l'O.T.A.N.

L'Etat hollandais a l'un des plus forts taux de refus d'asile politique en Europe de l'Ouest, à savoir 95%. En arrivant à l'aéroport de Schipol, le réfugié a toutes les « chances » de ne parler de ses difficultés qu'à des gens « domestiqués », à qui l'ont a dit que ceux qui venaient des pays « sous-développés » devaient être expulsés, car ils ne venaient ici que pour des raisons financières. Par ce moyen, les multinationales utilisent les Etats pour renforcer leurs intérêts. Ces industries font principalement leurs profits à partir de l'exploitation et de la répression de pays desquels proviennent les « réfugiés économiques ».

Les réfugiés qui entrent au Pays-Bas sont mis dans des camps, où ils doivent demander des permissions à chaque fois qu'ils veulent faire un pas hors des barbelés. Tout ce qu'ils ont, c'est un lit, une baignoire, de la nourriture et de l'argent de poche. Les endroits où « on » les envoie sont de petits villages isolés, éparpillés un peu partout aux Pays-Bas ; c'est ainsi que le gouvernement crée plus de racisme.

Seules quelques personnes ont organisé une vraie résistance contre cette politique de l'Etat. Par exemple, le « Strichting Tegen Vronwenhandel » (Association contre le trafic des femmes) est l'un des quelques groupes qui se sont organisés eux-mêmes contre l'expulsion des femmes victimes de ce genre de trafic. Mais les quelques femmes qui sont autorisées à rester ne peuvent pas créer de précédent, et cela reste donc une lutte individuelle.

Aux Pays-Bas, il y a beaucoup de groupes contre le fascisme et le racisme. Un des problèmes est que les actions sont trop isolées les unes des autres, et donc une résistance réelle et continue ne peut pas se développer. Mais un groupe travaille dessus maintenant, pour devenir un mouvement antifasciste, coopérant internationalement avec les autres groupes et individus.

Informations envoyées par un correspondant aux Pays-Bas

R.F.A.

Anarcho-syndicalisme

La F.A.U. s'est consacrée en 1987 aux domaines du syndicalisme « classique » autour de deux campagnes ; l'une internationale, l'autre consistant à soutenir la grève contre les licenciements et l'arrêt de l'aciérie à Rheinhausen et à tenter d'y faire pénétrer des idées et des formes d'action anarcho-syndicalistes. La campagne internationale concernait les filiales allemandes de l'entreprise écossaise « Laura Ashley », qui produit des vêtements, des abat-jour, des meubles, etc. Les travailleuses faisaient grève pour une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail. La grève avait commencé fin 1986 et s'est terminée sans succès en juin 1987. La plupart des femmes ont démissionné puisqu'on voulait les réembaucher dans des conditions aggravées et avec un salaire diminué.

La F.A.U. a organisé des actions de blocage devant les magasins « Laura Ashley » dans la plupart des grandes villes d'Allemagne. Les poursuites judiciaires à la suite de ces actions ont donné des résultats positifs : la cour régionale de Cologne, par exemple, a décidé que des actions de boycott dans le contexte d'une lutte du travail peuvent être légitimes ; ailleurs, la société a retiré sa plainte puisque cela revenait trop cher.

La F.A.U. a aussi organisé une série de débats sur Puerto Real, avec la participation de camarades espagnoles. Mais la grève de Rheinhausen fut le centre d'intérêt du travail politique et de réflexion, car c'est dans cette lutte du travail que s'est manifestée la volonté des ouvriers d'agir indépendamment du grand syndicat réformiste D.G.B., même si, à l'heure actuelle, ces tentatives doivent être considérées comme un échec. Sur place, des militants de la F.A.U. s'expriment toujours, au travers d'un journal : *Der Hüttenbär*. Ailleurs on essayait de dépasser le stade des télégrammes de solidarité en organisant des actions de soutien comme à Francfort.

La lutte autour de Rheinhausen révèle bien les problèmes des anarcho-syndicalistes, tant sur le plan organitionnel et pratique que sur le plan stratégique et théorique. Le problème primordial est évidemment celui des effectifs : les anarcho-syndicalistes de la F.A.U. sont peu nombreux et donc leur impact sur le monde du travail, sous forme de propagande ou d'actions, reste faible.

La F.A.U. rejette, par principe, la participation aux comités d'entreprises. Mais il y a aussi des militants qui pensent que cela peut être utile, non pas pour participer à des discussions et décisions toujours consensuelles et désavantageuses pour les travailleurs, mais pour faire circuler des informations que l'on obtient difficilement ailleurs. A Hambourg, trois camarades ont constitué le premier groupe F.A.U. à l'intérieur d'une entreprise ! Une tendance à suivre... Il faut dire aussi que la F.A.U. souffre d'une certaine fluctuation de ses militants : comme partout ailleurs, ce ne sont que ceux qui veulent travailler concrètement et continuellement, qui restent. Il s'ensuit une orientation plus politique que pratique du travail syndical : réunions-débats, publications, tracts... d'autant plus que les militants eux-mêmes, vu la difficulté d'un travail sérieux dans les entreprises s'engagent plus dans les mouvements sociaux, antinucléaires, squatts, etc.

La conscience du fait que ces mouvements-là sont condamnés à vivoter, à échouer ou à se faire récupérer sans le soutien du monde du travail, seul capable de mettre en cause les bases capitalistes de la société, détermine le problème et la stratégie des anarcho-syndicalistes : lier les deux terrains de lutte. C'est-à-dire arracher de leur ghetto militant les activistes autonomes antinucléaires et les squatters qui manifestent une passivité sur leur lieu de travail ; mais aussi arracher les travailleurs, peut-être accessibles aux luttes économiques, de leur fatalité par rapport aux spéculations immobilières, au danger nucléaire et à la pollution de l'environnement. Cette compréhension ne s'inscrit-elle pas dans l'idée de l'anarcho-syndicalisme comme méthode et modèle pour parvenir à un changement intégral de la société ?

Informations extraites de « Aktion » de mars 1988 et de « Direkte Aktion » n° 69

ART

Les artistes d'Art Cloche

Les *Monde libertaire* des 5 et 12 novembre 1987 vous avaient signalé l'expulsion d'Art Cloche de son espace du 4, rue d'Oran dans le 18e arrondissement. Depuis cette expulsion, les artistes d'Art Cloche se sont exprimés dans différents lieux (notamment à l'occasion de l'Art pour Radio-Libertaire) (1). L'interview que nous vous proposons est extraite de l'émission « Les courants d'arts s'envolent » (2) du 3 mars 1988.

La rédaction

(1) Cet été, du 12 juillet au 6 août, Art Cloche organisera une exposition-rétrospective à la galerie Monty-Curry au 4, rue de Trévise, 75009 Paris. Pour les globe-trotters, Art Cloche se manifestera à Bologne, en Italie, à la fin du mois d'août.

(2) L'émission « Les courants d'arts s'envolent » a lieu tous les jeudis de 20 h 30 à 22 h 30.

— **André Robert :** *Nous n'allons pas remuer les cendres, mais un historique d'Art Cloche avant de commencer...*

— **Jean Stark :** Nous rappellerons brièvement qu'Art Cloche est né aux environs de 1980 dans un ancien dépôt de la Seconde Guerre mondiale. Nous sommes restés là jusqu'à peu près en 1986. Nous avions créé des ateliers et des galeries, nous avions fait différents types de manifestations, des festivals. Enfin, nous avons essayé de créer d'une certaine façon, durant cette période des six premières années de la première base maternelle Art Cloche, un lieu à la fois convivial pour les artistes, un lieu alternatif, et une tentative originale de nous manifester au sein des courants d'art contemporains.

Et puis, ensuite, après l'expulsion, en mai ou juin 1986. On nous avait laissé dans le vague en nous disant qu'on pouvait peut-être nous aider, mais on n'a jamais rien fait concrètement pour nous aider. Alors, nous avons occupé un autre espace très grand dans Paris de cinq mille mètres carrés.

Nous avons créé le musée Art Cloche, un des premiers musées contemporains de France, peut-être d'Europe, non subventionné, en tout cas alternatif. Nous avons été malheureusement expulsés en octobre 1987, deux jours après le deuxième festival. Art Cloche regroupait à ce moment une quarantaine d'artistes dans cet espace. Mais sur les sept ou huit ans d'existence d'Art Cloche, il faut en compter à peu près deux cents, deux cent cinquante, trois cents artistes qui sont passés à travers Art Cloche.

Maintenant, c'est un autre fragment d'aventure pour Art Cloche, c'est encore indéfinissable. Ce sont des expositions, des manifestations à l'étranger ; ça continue d'une certaine façon sous une autre forme.

— **A.R. :** *Mais, qui était à la base de la création d'Art Cloche ? Que vouliez-vous faire ? Est-ce que les buts ont été atteints dans ces six premières années ?*

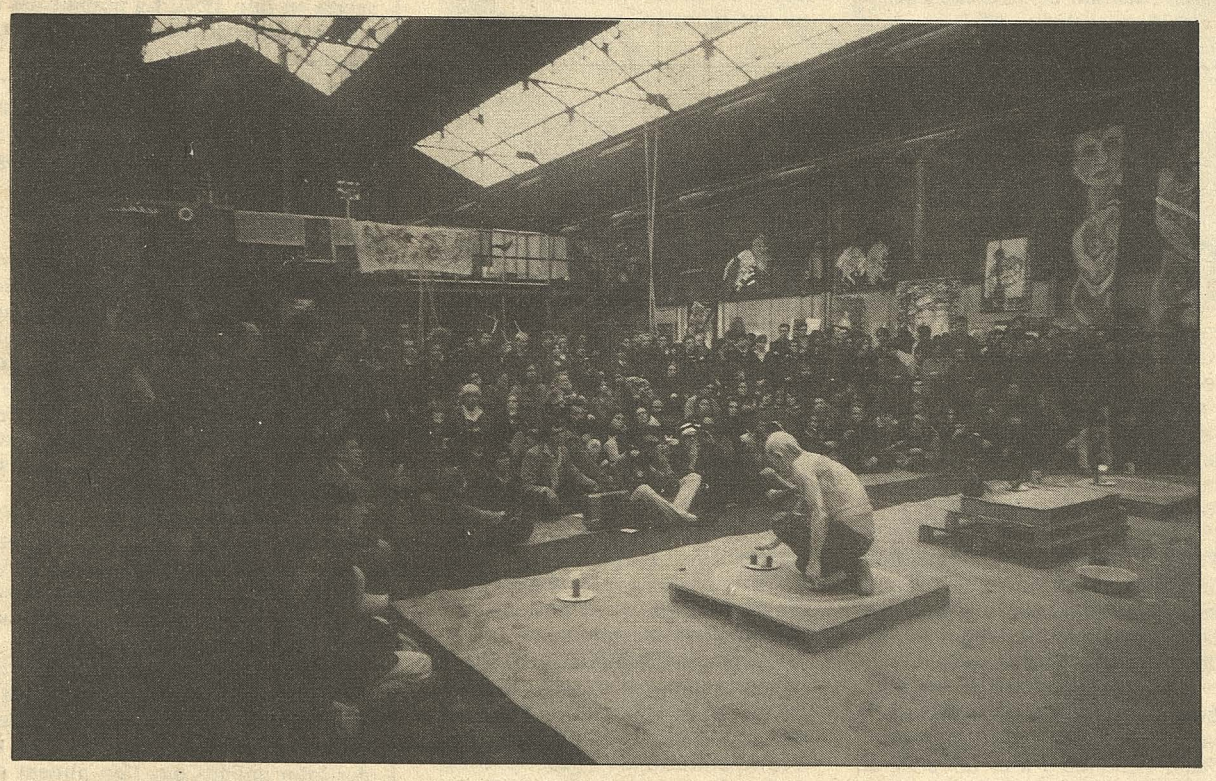
— **J.S. :** Il y a des buts conviviaux. C'est toujours difficile de dire qu'on atteint objectivement la convivialité. Les choses se sont créées un peu magiquement, au fur et à mesure. Nous avons eu certaines satisfactions, comme d'avoir réussi à pénétrer un fragment du marché. C'était une de nos ambitions.

— **A.R. :** *Dans les six premières années ? Avant la première expulsion ? (...) Combien d'artistes étiez-vous au 6, rue d'Arcueil [premier lieu d'Art Cloche, NDLR] ?*

— **J.S. :** Nous étions à peu près une vingtaine. C'était des ateliers que nous avions construits. Dans les étages, il y avait des artistes et puis au rez-de-chaussée il y avait des ferrailleurs. Il y avait une tranche de la faune parisienne qu'on regroupe sous le nom de clochards. Il y a eu une tentative de convivialité entre des gens qui vivent dans des milieux plus marginaux et puis des ferrailleurs, des clochards. Nous avons aussi essayé de réaliser la convivialité à ce niveau-là. C'est-à-dire qu'en-dehors des différences que nous avions, nous avons créé des fêtes avec les clochards, avec les gens qui étaient de passage, et puis avec les artistes, un regroupement d'artistes internationaux. C'était des artistes qui venaient par exemple de Russie, et qui étaient de passage à Art Cloche ou d'Australie ou bien qui venaient des Etats-Unis. C'était une forme de convivialité au niveau d'une entraide artistique effective.

— **A.R. :** *Il n'y a pas eu de manifeste au départ ?*

— **J.S. :** Il n'y a pas eu d'écriture. Il y a eu des actes. Par exemple, quand nous avons écrit sur cinquante mètres de longueur et sept ou dix mètres de hauteur devant le centre Pompidou : « Art Cloche », c'était un acte qui avait une certaine force. C'était une forme d'intervention brute, spontanée (...). Nous ne nous sommes jamais posé le problème d'une définition idéologique de la création, même si c'est toujours implicite. Nous n'avons pas eu de théoricien à proprement parler.



— **A.R. :** *Qu'est-ce qui différenciait le deuxième squatt, à Citroën, de la première pratique d'Art Cloche ?*

— **Ody Saban :** La différence était qu'à Citroën il n'y avait plus de clochards.

— **A.R. :** *C'était une volonté de votre part ?*

— **O.S. :** Non, c'était comme ça. Quand, en 1980, Art Cloche a vraiment commencé, il y avait les clochards. Ce sont les clochards qui avaient trouvé l'endroit et qui y habitaient. Les artistes sont arrivés après. Le nom d'Art Cloche vient de « clochard ». Après les artistes ont changé et ont fait Art Cloche. Mais tout le monde n'était pas forcément artiste (...). La deuxième différence c'est qu'il n'y avait plus de cloison. Tout était ouvert, cinq mille mètres carrés ouverts. La personne qui travaillait ou qui entrait se trouvait dans un grand palais. C'était un grand palais avec des verrières (...).

— **A.R. :** *C'est le fait d'avoir cinq mille mètres carrés qui vous a donné l'idée d'un musée Art Cloche ?*

— **O.S. :** Le musée d'Orsay venait de s'ouvrir. Nous nous sommes dits pourquoi ne pas ouvrir aussi un musée Art Cloche ?

— **A.R. :** *Juste après l'expulsion vous étiez venus, et il y avait des jeunes qui disaient que c'était le seul musée révolutionnaire. Mais est-ce qu'un musée peut être révolutionnaire ?*

— **O.S. :** D'abord les artistes travaillaient là-bas, ils n'étaient pas invités, comme dans les musées de la ville de Paris par exemple, qui invitent de temps en temps pour faire des animations, etc. (...). C'était un musée du présent (...).

— **J.S. :** Au niveau du musée, ce qui était révolutionnaire, si on veut, c'est qu'il y avait une transgression par rapport aux musées officiels (...). Ça a été très bien senti au niveau du ministère de la Culture qui nous a dit de ne surtout pas refaire de musée. Si les artistes, de leur vivant, font des musées, l'institution n'a plus rien à faire.

— **A.R. :** *Est-ce qu'il y avait une remise en cause des rapports avec le public ?*

— **O.S. :** Ça dépendait des publics. Il y avait par exemple des profs des Beaux-Arts qui arrivaient et qui disaient : Art Cloche, il n'y a rien de nouveau, c'est encore les années 60. Je disais : pourquoi venez-vous ?

— **J.S. :** L'agression, au niveau des œuvres, venait d'une grande désinvolture qu'on nous a reprochée, mais qui fait partie de la spécificité d'Art Cloche. C'est-à-dire que nous acceptons la prolifération des styles, l'antagonisme, les contradictions, nous utilisons des matières brutes qui parfois horripilent des gens qui ont le sens de l'esthétisme. C'est-à-dire d'accepter à la fois des choses très très fortes et des choses qui sont de mauvais goût effectivement. Mais qu'est-ce que le bon goût ?

— **A.R. :** *Est-ce que d'autres gens qui n'allaient pas forcément dans les lieux officiels, dans des musées, dans des galeries, allaient voir des œuvres ? Est-ce qu'ils sont venus vers vous ?*

— **J.S. :** Nous étions dans un quartier très populaire. Il y avait des jeunes blacks qui venaient jouer, des jeunes nord-africains. Enfin, c'était un quartier très populaire. C'est pour ça que nous avons subi beaucoup de pressions.

Les autorités du 18e arrondissement avaient peur que nous nous ouvrions sur le quartier. Ils pensaient que c'était dangereux. Des gens du voisinage, des commerçants, des gens très simples sont venus, ils étaient étonnés, ils se promenaient, ils venaient aux fêtes. Certains nous encourageaient. Nous n'avons pas rencontré beaucoup d'hositilité, sauf de la part de quelques personnes, mais c'était souvent les mêmes.

En général c'était bien soutenu par les gens du quatier. Beaucoup d'immigrés, qui trouvaient ça absolument étonnant. (...) A Paris, c'est exceptionnel, mais si on voyage et que l'on va à Berlin ou à Amsterdam, on s'aperçoit que c'est courant, une mouvance qui traverse l'Europe. Art Cloche était un moment de cette mouvance. Elle continue de durer. Si on va à Amsterdam, elle existe toujours.

— **A.R. :** *Vous pensez que l'expulsion est venue de la peur de l'ouverture vers l'extérieur ?*

— **J.S. :** Il y a de tout. Le dernier festival a été un très grand succès. Des gens qui ne venaient jamais, qui avaient des préjugés sur Art Cloche sont venus (...). Des journalistes, des gens à qui nous envoyions des invitations et qui ne venaient pas, tout d'un coup sont venus. Pour nous, quelque chose bougeait. Deux jours après, il y a eu une expulsion. On ne sait pas trop d'où ça vient. Nous étions en procédure judiciaire, théoriquement ils ne devaient pas nous expulser. Je crois qu'il y a eu une sorte de concertation entre les autorités, parce que nous devenions trop génants (...).

— **A.R. :** *Et ce lieu est maintenant démoli ?*

— **O.S. :** Non, pas complètement. Il n'est démoli qu'au niveau du toit. Le bâtiment en lui-même ne l'est pas (...). C'est comme l'ancien squatt, qui n'est pas démoli. Cet endroit existe, il n'y a toujours pas de projet. Ils ne nous ont pas laissé travailler au moins jusqu'à ce qu'il y ait un projet ou des travaux. C'est-à-dire qu'ils n'ont cassé que le toit.

— **A.R. :** *Si l'on compare avec un lieu qui n'est pas du tout un squatt, qui est Ephémère, qui est institutionnalisé, qui travaille sur dossier...*

— **J.S. :** Ephémère est une société qui a de l'argent. Le patron de la société donne à son fils de l'argent pour qu'il recrute des peintres. C'est une forme d'entreprise privée, c'est du mécénat. Il n'y a pas au départ de volonté de regroupement. C'est la grande force d'Art Cloche. Il y a eu des artistes de dix-sept ans jusqu'à soixante ans, c'est-à-dire des différences d'âges considérables, des nationalités différentes, en même temps qu'un désir de trouver une autonomie artistique. Ce sont les artistes eux-mêmes qui ont pris un projet en main.

— **O.S. :** C'est le seul groupe vraiment international en France. (...) Mais même à Berlin ou à Londres, les groupes d'artistes ne sont pas internationaux. Ils font des festivals pour qu'il y ait des rencontres entre plusieurs pays. Nous n'avons pas besoin de ça parce que sur place il y a plusieurs pays (...).

— **A.R. :** *Vous avez eu des échanges à l'étranger avec des gens dans la même situation que vous ?*

— **J.S. :** Je reviens d'Amsterdam. Nous avons eu des échanges avec des artistes néerlandais qui ont organisé un festival, avec des aides considérables de la municipalité, sur un quartier qui est en voie de démolition. Ils ont fait appels à des artistes finlandais, allemands, français, anglais.

Les Néerlandais constituaient le noyau de base. Ce sont des artistes qui défendent des îlots appelés à disparaître. Ils les défendent de façon artistique (...). Il y a une mouvance Art Cloche qui s'est déplacée à Amsterdam. Tout Art Cloche ne va pas dans cette voie (...). L'idée est de créer des bases qui ne soient plus uniquement parisiennes mais européennes (...).

— **A.R. :** *J'aimerais, Jean et Ody, que vous parliez de la création de cet espace européen. Comment le sentez-vous en France ? Y a-t-il des possibilités ?*

— **J.S. :** Il existe potentiellement. Il existe des espaces occupés soit officiellement soit officieusement sous forme de squatts. Il y a des pays où c'est plus facile. A Amsterdam, il y a une législation sociale qui permet davantage aux artistes d'utiliser le squatt. A Berlin aussi, il y a des accords avec la municipalité. Les possibilités d'échange existent et nous avons reçu beaucoup de demandes pour venir à Paris. Le problème est d'avoir une base solide, une infrastructure qui permette de recevoir. Il est possible, sur une base minimum, à partir d'un espace de faire des expositions tournantes. C'est-à-dire recevoir des artistes, comme nous avons commencé à le faire 6, rue d'Arcueil. Les échanges d'ateliers sont une possibilité : nous avons un espace et nous invitons des artistes du Danemark, des Etats-Unis, etc., et en échange nous allons là-bas (...).

— **A.R. :** *Après la saisie avez-vous assez de forces, pour non pas reconstruire exactement la même chose, mais pour retrouver un endroit assez grand pour vous exprimer ?*

— **J.S. :** Les choses sont pour l'instant assez imprécises. Pour les gens d'Art Cloche des espaces existent. Par exemple, il y a un espace à Ris-Orangis pour une partie des gens (...). Si nous voulons faire quelque chose, il faut développer un lieu à Paris d'une façon ou d'une autre, un local ou un espace, qui nous permette de faire ce que nous avons toujours fait, c'est-à-dire exposer nos propres productions, pour tenir une présence lors du marché officiel (...). Même si nous voulons exposer dans les galeries (...) . Je ne pense pas à quelque chose d'aussi grand que le musée Art Cloche, qui était devenu trop gros à gérer. Il y avait trop de difficultés pour tenir l'espace parce qu'il y avait quarante artistes avec tous les problèmes que ça pose. Je vois les choses avec plus de simplicité. Mais, je conserve toujours en tête l'idée de trouver un espace sur Paris qui serve de moyen de montrer des productions Art Cloche (...).

Propos recueillis par
André Robert

GUY DEMAYSONCEL

Mémoire d'encre

UNE nuit froide de mars, près des draps d'acier des fantômes sidérurgiques. Une nuit de solitude. Et sur les planches d'un drôle de « bateau ivre », une rumeur de marée. Une *Parole Océane !* La voix de Guy Demaysoncel. « *A la virulence du flot, je déchire mes flancs / Une voie d'eau pénètre mon chant de sa musique d'algue / L'esprit de la vague précipite ma proue aux vestiges des mers / Parole océane et sereine / (...) Navire enfermé dans le silence des mers / J'écris pour le geste marin / Le geste du large / Dans la furie des vents* ».

On fait, certaines nuits, d'étranges rencontres. Demaysoncel debout sur scène. Les mots et les cris du « *soliste d'une douleur* » éclatent dans l'obscurité d'une salle désertée. Un public de vingt personnes. Et pour lui, vingt ans de galère, vingt ans de chansons. L'itinéraire d'un chanteur en marge qui revendique et chante la marge. « *Originaire de l'argile / Conçu dans le flux et le reflux d'une mouvance / D'une interrogation à l'autre / Je chante pour oublier que je suis de quelque part* ».

C'est en 1968 que Guy Demaysoncel largue tout pour la chanson. Il vend sa voiture pour avoir un peu d'argent et commence à tourner dans la Mayenne (sa région d'origine) et en Bretagne. Il monte à Paris en 1970 et chante alors à l'Echelle de Jacob et Chez Mémère, un petit restaurant qui se trouve en face des studios de Boulogne-Billancourt. Le seul soir où Guy Demaysoncel ne vient pas chanter, Jacques Brel est dans la salle avec Marcel Carné (qui tourne alors *Les Assassins de l'Ordre*).

Pour Guy Demaysoncel — et il le prouve sur la scène ou dans ses livres (1) — l'important, ce sont les mots : « *Je suis fasciné par les mots* » (2), et il cite le poète belge Georges Libbrecht qui a écrit : « *Les mots rêvent qu'on les nomme : puissent les mots — perpétuellement réarmés du vin de Démesure — faire sauter les ponts de la douce quiétude ! / Tourmenter vos sages patiences !* »

« *Je crois à l'incandescence des mots / Je besogne du côté des vents / Je salue l'incendiaire !* ». Car il n'écrit pas « *pour adoucir les mœurs* » et il « *crache au seuil des officines du savoir* ». La voix de Demaysoncel est celle d'un rebelle, un poète « *sans foi ni loi, sans feu ni lieu* ». Sur scène, par provocation, il crie : « *Je suis anarchiste* ». Pourtant, il affirme ne pas faire sienne la formule « *Ni Dieu ni maître* » car, dit-il, « *Je veux bien être soumis à l'écriture* ». Pour lui, « *L'anarchie, c'est une manière de se restructurer, de refuser ce qui s'impose à nous dans notre quotidien, à notre insu. La petite fleur d'anarchie, il faut l'entretenir tous les jours* » (3). C'est à la subversion et à l'insoumission, forces de la poésie authentique, qu'appelle Guy Demaysoncel, « *Afin que ma parole soit subversive / Hors des alphabets du dérisoire / Je veux me servir des mots et de leur pouvoir* ».

Demaysoncel rêve à une « *Bible d'outrages* » qui contiendrait « *le chapitre des actes à accomplir* ». Poète du désarroi et de l'espoir retrouvé, il explique que pour lui « *le silence et la solitude sont des alliés* ». « *Comme dirait René Char, des " alliés substanciels ". Il faut s'habituer au silence, faut pas rejeter le silence, faut pas chercher à tout prix à être avec les autres. On a besoin de solitude, on a besoin de silence. Ça c'est nécessaire. Quand les gens auront compris ça, ils iront mieux* » (4).

Guy Demaysoncel vit et chante. Une rencontre essentielle avec un « *Copain de la Neuille* », un frangin de la belle (5).

Pascal DIDIER

(1) Mémoire d'encre *(poèmes) et* Vélo-Solo ou les variations d'une solitude *(récit). Ce dernier ouvrage est une réponse à une lettre de son ami Louis Arti.*

(2) Propos recueillis à Hagondange (Moselle), le mercredi 16 mars.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

(5) Les livres et les disques de Guy Demaysoncel sont disponibles aux Productions de La Clepsydre (16, passage de Compiègne, 56000 Laval).

FÊTE

Les anarchistes à Bondy

DEPUIS plusieurs années maintenant, le groupe de Sevran-Bondy de la Fédération anarchiste est présent lors de la fête des associations de la ville de Bondy (Seine-Saint-Denis). Le Cercle d'études libertaires, support associatif du groupe, tenait de nouveau un stand parmi les autres associations bondyssoises, les 18 et 19 juin. Cette fête est pour nous l'occasion de réaffirmer publiquement notre volonté d'apparaître dans la société, dans la vie de la commune. Les Bondyssois (et les autres) qui ont arpenté les allées de la fête ont ainsi pu se rendre compte de l'existence des anarchistes, ce qui n'est pas négligeable dans une ville de plus de 600 000 habitants.

Notre stand proposait deux activités. Tout d'abord la tenue d'une table de presse, présentant les ouvrages clés de l'anarchisme, permettant ainsi la diffusion de nos idées. La deuxième activité liait, elle, le divertissement et la politique : il s'agissait de « dégommer » joyeusement, à l'aide de balles, les portraits des cinq principaux candidats aux dernières élections présidentielles. Il faut reconnaître que ce jeu a rencontré un certain succès, dans une ville qui détient des records d'abstention (plus de 42%).

Une ombre brune planait toutefois sur la fête : en effet, le Front national avait sollicité sa participation, mais s'est heurté à un refus de la quasi-totalité des associations et n'a pu être présent. Signalons ici la tentative de récupération à son compte, de la part du Parti communiste français, de ce refus de la banalisation du F.N., montrant aussi bien la haute valeur morale des nationaux-communistes.

Outre cette présence pendant les deux jours, le groupe Sevran-Bondy organisait également une réunion-débat le samedi soir, comme il le fait régulièrement tous les deux mois. Le thème en était « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires, l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ». Une vingtaine de personnes ont assisté à cette réunion.

Cette fête a donc été pour nous un succès, avant tout par notre volonté d'être présents dans la vie associative et communale, et par la fréquentation importante des Bondyssois. La présence des anarchistes est indispensable dans ce type de fête, pour montrer que nous ne sommes ni de dangereux terroristes ni de doux utopistes, mais des citoyens comme les autres, ayant un projet de société, une pratique et une éthique libertaire. Cette reconnaissance publique et populaire est la clé de la percée de nos idées.

Nous vous donnons donc rendez-vous l'année prochaine pour une nouvelle fête, et avant cette date à la réunion-débat que nous organiserons à la rentrée.

Gr. Sevran-Bondy

THÉÂTRE

« L'année de la comète »

Colonie pénitentiaire de Mettray, 1843. Cette pièce de théâtre est construite autour de la mutinerie des colons de Mettray, « les princes de Mettray », ainsi qu'aime à les surnommer leur pieux faux-cul de directeur.

Ce type d'organisation, véritable bagne pour enfants, proliférait en cette belle période prérévolutionnaire : sous des dehors philantropiques, les colonies permettaient à leurs « bienfaiteurs » de s'enrichir facilement au moyen d'un réservoir inévitable de main-d'œuvre gratuite et dressée.

La nuit où la comète doit se manifester, un dîner est donné par le directeur châtelain. C'est précisément ce soir-là que les enfants décideront de se rendre maîtres du territoire, et par la même de leur « destin »...

Au travers d'un affrontement intense, les différents petits colons prennent forme, se différencient les uns des autres. Tous sont ivres de liberté, certains le savent, d'autres moins, et un texte superbe nous communique leur vertige tout neuf.

Mais après la fête, « *Que faire ?* » (sic). Accepter la tentative de conciliation proposée par un journaliste qui passait par là, et qui n'est autre que Marcel Gobineau, chantre de la supériorité « aryenne », envoyé spécial de Tocqueville. Grand manipulateur, il parviendra à retourner l'un des colons, l'amenant à trahir les siens en provoquant une sanglante répression (ce n'est d'ailleurs plus du théâtre, mais l'arène, une régie fantastique). C'est lui aussi qui pervertira l'assemblée des premiers états généraux.

Que dire des audieux directeurs, du tortionnaire ancien bagnard, du bon voyageur philantrope, de l'ambiguité délirante de Gobineau, de Crapadingue qui manque de terrasser la mort ?

Une passion intense de jouer, de crier, d'exprimer l'ignoble comme l'amour, qui décoiffe et qui réchauffe partout.

A la fin, ils nous ont fait un dernier cadeau : leur chanson de révolution, rythmée par des applaudissements qui accélèrent encore dans ma tête.

C. A.

L'année de la comète. Théâtre du fil. Studio Berthelot, Montreuil (métro Croix-de-Chavaux), jusqu'au 3 juillet 1988 (prix des places : 70 F).

« Sans réserve »

TEL est le titre du nouveau journal « d'expressions autochtones d'ici et d'aujourd'hui » publié en langue française au Québec, depuis avril 1988. Son objectif est de populariser « *les idées et les événements issus des nations amérindiennes et inuits* ». En essayant d'éveiller « *l'opinion publique québécoise aux préoccupations et aux réalisations* » des indigènes, Communications autochtones (tel est le nom de l'association) entend « *contribuer modestement par cet effort à la construction d'un monde meilleur à l'abri des menaces de guerre, préservé des " progrès " d'une certaine technologie, un monde enfin sorti des ornières de la routine, de l'injustice et de la discrimination* ».

Axé naturellement sur les réalités canadiennes : racisme quotidien, problèmes de logement, vie des communautés... *Sans réserve* n'en oublie pas pour autant ce qui se passe ailleurs. Il se propose donc de « *refléter les réalités autochtones de tous les coins de la planète* » en consacrant des articles bien documentés à ce « quatrième monde ». Ainsi ont déjà été abordés « Les Sami de Scandinavie » et « les Indiens du Guatemala ». L'écologie est également présente : répercussion des pluies acides sur les érables, conséquences de l'exploitation des gisements d'uranium. Une rubrique culturelle complète agréablement le journal : théâtre, musique, jeux traditionnels, présentation du premier festival du film autochtone de Montréal qui s'est tenu les 10, 11, 12 juin derniers. Tel est le panorama de quelques articles déjà parus.

Inutile de dire que cette publication tente de briser le mur de la désinformation ambiante et apporte des éléments de réflexion originaux. Sa richesse ne peut pas laisser indifférent tous ceux qui s'intéressent aux peuples minoritaires ou tout simplement aux droits de l'homme. De plus, et cela nous touche particulièrement, des anarchistes québécois participent à l'élaboration du journal. Aussi, souhaitons-lui bonne chance, et donnons-lui notre soutien sans réserve...

Jean-Claude PASCAL

Communications autochtones, 3575, boulevard Saint-Laurent, suite 513, Montréal (Québec) H2XZ 2T7, Canada. Abonnement annuel international : 25 dollars canadiens.

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 30 juin

« Fruit de la passion » (19 h à 20 h 30) : Catherine Sauvage.

Dimanche 3 juillet

« B.D. D.A. et Cie » (20 h à 21 h 30) : la B.D. des années 50, les récits complets, avec comme invité Noël Simsolo.

Mardi 5 juillet

« Extrême limite » (9 h à 11 h 30) : émission animée par des membres de « Cash » (revue de chômeurs et de précaires).

« Micro-climat » (18 h à 20 h 30) : le journal vivant, J.-L. Benhamias.

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : le blues sur scène.

Mercredi 6 juillet

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : Monique Lepeu (1789 : elles étaient citoyennes).

ECRITURE
Hervé COLIN

MISE EN SCENE
Hervé COLIN et
Zbigniew HOROKS

SCENOGRAPHIE
Guénolé
AZERTHIOPE

MUSIQUE
Jacques CASSARD

COSTUMES
Gabriel DU RIVAU

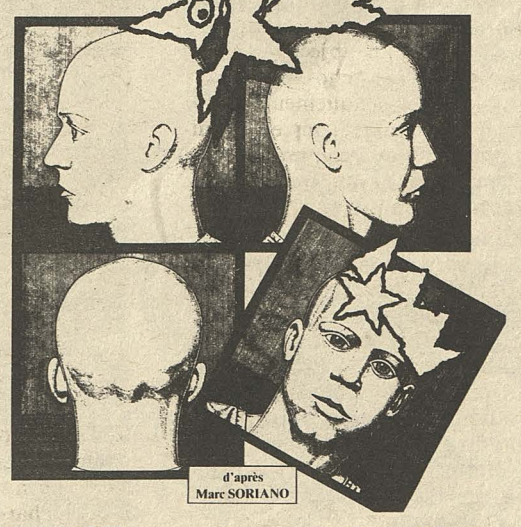
INTERPRETATION
Le Théâtre du fil

avec la collaboration du Centre Culturel Aragon - Triolet d'Orly, des Affaires Culturelles de Fontenay sous Bois, du C.A.C. de Bezons.

THEATRE GOBLUNE THEATRE DU FIL
THEATRE ROMAIN ROLLAND de VILLEJUIF

PRESENTENT

LA SEMAINE DE LA COMETE



d'après Marc SORIANO

STUDIO BERTHELOT 6 rue Marcelin Berthelot 93 MONTREUIL
métro: Croix de Chavaux - Réservations: 48 70 64 63 / 34 85 96 00

DU 21 JUIN AU 3 JUILLET 1988 à 20 h 15
relache dimanche soir et lundi - matinée dimanche à 15 H

Subventionné par le Conseil National de Prévention de la Délinquance

OCCUPATION DE L'O.P.H.L.M. À PARIS

Une nuit à l'office

DÉCIDÉMENT, le Comité des mal-logés n'a pas fini de faire parler de lui. Nous vous avons, dans de précédents numéros du *Monde libertaire* (1) rendu compte de leur lutte dans le XX[e] arrondissement. Les familles qui avaient réquisitionné un immeuble H.L.M. au 32-34, rue du Volga ont donc reçu leur arrêté d'expulsion sous quinzaine et attendent désormais la maré chaussée pour le 1[er] juillet.

La procédure d'appel n'étant pas suspensive, il était important pour le comité de populariser sa lutte tout en essayant de négocier avec l'O.P.H.L.M. Mercredi 22 juin, les familles ont donc décidé d'occuper, en début d'après-midi, le siège de l'O.P.H.L.M. à Paris, rue du Cardinal-Lemoine, jusqu'à ce que des responsables de l'office les reçoivent. Ces derniers n'ayant pas jugé nécessaire de leur prêter attention, les manifestants se sont donc retrouvés seuls dans les locaux après l'heure théorique de fermeture !

Deux cents mal-logés contre deux vigiles, c'est un rapport de forces que l'on aimerait voir plus souvent et qui faisait plaisir à voir... Une fois les pandores évacués, l'attente d'une réunion avec M. Perol, directeur-général de l'office, a donc commencé...

Le début de l'attente...

La façade de l'immeuble décorée, des militants ont commencé à informer les passants de la situation dramatique des familles mal logées, tout en prévenant la presse. Il a fallu ensuite organiser le couchage des enfants et des adultes, car à vingt-trois heures, point de directeur-général à l'horizon ! L'ambiance était vraiment décontractée et les cinquante enfants s'en sont donnés à cœur joie dans les interminables galeries de l'office, où ils goûtaient un espace qui leur fait tant défaut depuis leur naissance.

Des consignes ayant été données aux flics de faction, ceux-ci sont restés plus que discrets toute la nuit, tapant le carton dans leur panier à salade. Une fois fatigués ils ont même fini par disparaître, laissant l'immeuble occupé par environ cent-vingt personnes... Du jamais vu dans les annales !

A cinq heures du matin, les caméras de TF1 ont donc pu en toute tranquillité venir faire un reportage à chaud, qui a été diffusé aux journaux télévisés de 7 h, de 13 h et même le lendemain. *Libération*, Europe 1 et la Cinq étaient déjà passés le mercredi, et le jeudi matin nous avons reçu avec plaisir la visite d'autres chaînes de télévision : FR3, M6, ainsi que Radio-France, *L'événement du jeudi, Politis* et *L'Humanité*.

Le commissaire du 5[e] arrondissement s'est également pointé sur le coup des 8 h, entouré de cols blancs plutôt louches, pour nous convaincre d'évacuer les lieux rapidement, l'O.P.H.L.M. refusant toute entrevue.

Par ailleurs, la direction se doutant bien des conséquences de son attitude, avait fait prévenir l'ensemble du personnel que les locaux seraient fermés pour la journée (!). Les quelques personnes qui sont arrivées à 8 h 30 pour travailler ont donc rebroussé chemin après avoir signé la pétition de soutien, la journée s'annonçant de plus ensoleillée...

Mais après la conférence de presse convoquée pour 11 h 30, les choses ont commencé à se gâter, puisque des vigiles ont pris position devant la porte d'entrée, empêchant les journalistes d'entrer. Le téléphone puis l'électricité ayant été coupés, la décision a été prise de bloquer toutes les issues en attendant de véritables négociations.

Les otages

Cent-cinquante personnes, dont une cinquantaine d'enfants en bas âge se sont donc retrouvées enfermées sans ravitaillement, des barrages ayant été installés dans la rue pour empêcher tout mouvement de solidarité. Les badauds se voyant répondre qu'il s'agissait d'une alerte à la bombe, des membres du comité sont allés informer la population. Plus de lait, plus de couches pour les nourrissons, la résistance et la solidarité se sont organisées. Des riverains ont traversé la rue (trompant la vigilance des C.R.S.) pour nous apporter du lait pendant que des amis nous rejoignaient par les toits avec des paniers de nourriture ! Nous avons même reçu, dans l'après-midi, le soutien de bonnes sœurs contemplatives qui vidaient consciencieusement les petits pots (en verre) dans des bouteilles (en plastique), des fois qu'on serait devenu agressif !

L'épilogue

Enfin, les C.R.S. ont commencé à prendre position, armés jusqu'aux dents. Sans doute avaient-ils été réveillés par le concert improvisé que nous avons offert à un nombreux public venu nous soutenir avant de sortir de l'immeuble, le commissaire nous garantissant la libre circulation si nous évacuions les lieux. Nous garderons longtemps l'image symbolique d'une sortie triomphale le bras levé en scandant des slogans hostiles à la politique de l'O.P.H.L.M. et réclamant des logements sociaux, le tout sous le regard bovin de C.R.S. (vingt cars !) qui visiblement se souciaient peu des mal-logés. Il était 17 h 30, l'occupation avait duré plus de 27 heures et l'O.P.H.L.M. avait donné la preuve vivante de son mépris total pour les familles en attente d'expulsion... Il est vrai qu'il est certainement plus rentable pour l'office de gérer la spéculation immobilière parisienne que de remplir son rôle originel à vocation sociale.

C. BAUDOT

(1) Monde libertaire *n° 709 du 26 mai, 711 du 9 juin et 712 du 16 juin.*

Deux heures de l'après-midi : on s'installe tranquillement.

NOUVELLES DU FRONT

• POUR ENTRETENIR L'AMITIÉ. En quittant l'Afghanistan, les troupes soviétiques laissent quelques souvenirs. Entre autres des œufs et des jouets piégés. Selon une dépêche de l'A.F.P., une quarantaine d'enfants auraient été ainsi tués et blessés à la fin du mois de mai à Jaji (ville du nord-est) en manipulant de tels cadeaux.

• RENDEZ-NOUS NOTRE PATRON. C'est en substance ce qu'ont dit neuf employés d'un garage d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle). Leur P.-D.G., un jeune chef d'entreprise, menaçait de les licencier pour cause de service militaire. En effet, l'armée ne l'avait pas exempté bien que répondant aux conditions exigées : depuis plus de deux ans exploiter des salariés. Ne vous inquiétez pas outre mesure : un délai supplémentaire lui a été accordé... pour refaire sa demande ou trouver un gérant temporaire. Pas forclos, le patron !

• ALERTEZ LES BÉBÉS... Selon une étude publiée dans « The lanset » (revue médicale faisant autorité), les enfants à venir sont sensibles à l'environnement auditif de leur mère. La télévision, en particulier, qu'ils associent à une période de relaxation intra-utérine, les calmera. Un obstétricien a même déclaré très sérieusement : « A force d'écouter " God Save the Queen ", on pourra faire de ces futurs citoyens de fervents patriotes et en les soumettant à la messe dominicale de futurs prêtres ». Et pour en faire des insoumis ?

• LES ÉTATS-MAJORS OCCIDENTAUX ONT PEUR DU STRESS ! Constatant que 20 à 30% des « pertes santé », au cours des conflits du XX[e] siècle sont constituées de traumatisés psychiques, les responsables militaires craignent que le stress du combat lors d'une prochaine guerre soit « si violent que les systèmes militaires pourraient bien être paralysés lorsque les réactions mentales (...) auront anéanti des équipages entiers et, probablement (!), des états-majors ». L'homme étant « le maillon faible des systèmes d'armes », penseraient-ils à s'en passer ? Chiche !

Georges HOST

C'est l'heure du goûter !

Solidarité avec Mario Ines Torres

COMME vous avez pu l'apprendre dans de précédents numéros du *Monde libertaire*, Mario Ines Torres est incarcéré depuis le 2 avril à la prison de haute sécurité de Alcala de Meco. Après avoir passé trois semaines au mitard sans qu'aucune explication ne lui ait été fournie, Mario a été transféré dans une galerie de détenus de droit commun.

Une situation particulière

La détention dans les prisons espagnoles n'est pas organisée de la même manière que dans les taules françaises : les détenus sont regroupés, suivant les juridictions dont ils dépendent, dans des galeries où les cellules sont ouvertes toute la journée. Les prisonniers incarcérés dans le cadre d'affaires politiques (anarchistes, anarcho-syndicalistes, Basques, etc.) relèvent d'une juridiction spéciale appelée « Audiencia Nacional ». Ils sont regroupés dans les mêmes galeries.

Dans ces galeries, l'argent reçu par les détenus ainsi que la nourriture sont, dans la plupart des cas, mis en commun et partagés de façon égalitaire. L'emprisonnement pour motif politique étant une constante sous tous les régimes qui se sont succédés en Espagne, les prisonniers ont su développer des pratiques solidaires qui leur permettent de mieux résister à l'enfermement et à la sauvagerie des matons.

Dans les galeries des détenus de droit commun, la situation est plus complexe. Toutes sortes de trafics y sont organisés, notamment celui de la drogue, souvent encouragé en sous-main par les matons. Ceux-ci peuvent régner plus facilement sur une population carcérale divisée, reproduisant les rivalités de l'extérieur. Mario, lors d'une visite, racontait qu'il est obligé d'être constamment sur ses gardes à cause des agressions et des vols de détenus qui cherchent à se procurer leur dose de coke ou de « caballo » (héroïne) à n'importe quel prix.

La nécessité d'un soutien

Le « fiscal », équivalent espagnol du procureur, a requis 8 ans de détention à l'encontre de Mario. D'après l'avocat, F. Salas, le procès ne devrait pas avoir lieu avant la rentrée judiciaire, en septembre ou en octobre. Une demande de mise en liberté a été déposée, mais il semble qu'elle ait peu de chances d'aboutir.

Pour le moment Mario demande à être regroupé avec les détenus du Modulo 4 qui relèvent, comme lui, de la juridiction spéciale « Audiencia Nacional ». Il semble que les autorités espagnoles démocratiques cherchent à nier le caractère éminemment politique de « l'affaire Ines Torres ». Trop de gens sont emprisonnés dans ce pays parce qu'ils ne se sont soumis à l'Etat franquiste puis démocratique ! Trop de gens sont torturés tous les jours dans ce pays !

Il faut absolument aider Mario à sortir de là. Ecrivez-lui en mentionnant « Preso Politico » à côté de son nom : ça fera chier le directeur de la prison et le juge. Ecrivez au directeur de la prison en lui demandant de satisfaire ses revendications. *Liberté pour Mario Ines Torres !*

JÉRÔME (Gr. Albert-Camus)

Adresse du directeur de la prison : Sr Director penitenciario de Meco, Carretera de Meco, km 5, 28800 Alcala de Henares, Madrid, Espagne. Pour Mario : même adresse en rajoutant Modulo 1 après son nom. Envoyez des doubles des lettres de soutien à : Comité de soutien à Mario Ines Torres, c/o Francine Ines Torres, « Le Peyort », Cazavet, 09160 Prat-Bonrepaux.